

Horaires des prières
Fajr : 04h13 Dohr : 12h45
Asr : 16h32 Maghreb : 19h39 Isha : 21h11

MÉTÉO

Alger	: 21°	16°
Oran	: 22°	15°
Annaba	: 26°	16°
Béjaïa	: 21°	13°
Tamanrasset	: 37°	20°

www.dknews-dz.com

EDUCATION NATIONALE

Le Président Tebboune ordonne l'engagement du dialogue avec les différents partenaires sociaux

P. 3

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Les législatives se dérouleront en temps voulu tel que décidé par le président de la République (Belhimer)

P. 24

ALGÉRIE-DIPLOMATE

Smail Chergui décoré de l'Ordre japonais du Soleil levant

P. 24

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Santé, éducation, habitat et élections à l'ordre du jour

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé dimanche, 02 mai 2021, la réunion périodique du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et à l'adoption de plusieurs exposés et décrets. Après l'ouverture des travaux, le Président Tebboune a donné la parole au Premier ministre pour présenter son exposé sur les activités du Gouvernement, suivi des exposés des ministres de la Justice, de l'Intérieur, de l'Habitat et du Commerce ainsi que du Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, chargé de la Réforme hospitalière.

P.p 3-10-24

DKnews-APS



PROTECTION CIVILE

Les revendications satisfaites dès l'examen des statuts (Direction générale)

P. 4

BANQUES PUBLIQUES

La dissociation des rôles de surveillance et de management "renforcera la bonne gouvernance" (expert)

P. 6

DGSN-PRESSE

Les URS veillent à accomplir leurs missions "humanitaires et sécuritaires" en toute circonstance

P. 8

SANTÉ

NUTRITION

Quels aliments contiennent le plus de vitamine E ?

P.p 12-13

FOOTBALL

MONDIAL-2022 (ÉLIMINATOIRES)

Le stade Mustapha-Tchaker de Blida homologué par la CAF (FAF)

P. 21



AUDIOVISUEL

Décès de l'acteur Blaha Benziane, dit "Nouri"

P. 2

ETABLISSEMENT PUBLIC DE TÉLÉVISION (EPTV)

Fin de fonctions du directeur général

P. 2

AUDIOVISUEL

Décès de l'acteur Blaha Benziane, dit "Nouri"



L'acteur Blaha Benziane, plus connu sous son pseudonyme "Nouri", est décédé dimanche soir à Oran, inconnu des sources sûres.

Figure très appréciée du public algérien, Blaha Benziane est connu pour ses rôles dans des séries télévisées, dont "Achour Al Acher" et les sketches avec Salah Ougrout dans "Djemai Family".

Il avait été hospitalisé pour des problèmes cardiaques à l'hôpital militaire d'Oran où il devait subir une opération chirurgicale pointue.

Dans un entretien avec un quotidien national depuis son lit d'hôpital, il avait demandé "au peuple algérien de me souhaiter un rapide rétablissement (...)". ajoutant que "je suis entre les mains de Dieu".

BATNA

Décès de deux personnes emportées par les eaux pluviales à Amdoukal

Deux (2) personnes ont trouvé la mort, lundi matin, après avoir été emportées par les eaux pluviales ayant provoquées l'augmentation du niveau du cours d'eau du lieu-dit "Estah" dans la commune Amdoukal, a affirmé à l'APS le chargé de l'information auprès de la direction locale de la protection civile, le lieutenant Zoheir Nekaâ.

Le corps sans vie de la première victime âgée de 40 ans a été retrouvé aux environs de 5h du matin après deux (2) heures de recherche, alors que le cadavre de la deuxième victime (36 ans) a été retrouvé par les brigades d'intervention vers 6 h30, selon les précisions fournies par la même source.

La protection civile a mobilisé les moyens d'intervention nécessaires dont 4 unités de la brigade de plongeurs, la brigade cynotechnique et l'unité de recherche et d'intervention dans les lieux au relief difficile à la recherche des deux victimes, a ajouté la même source.

ETABLISSEMENT PUBLIC DE TÉLÉVISION (EPTV)

Fin de fonctions du directeur général de la Télévision publique nationale



Il a été mis fin, dimanche, aux fonctions du directeur général de l'établissement public de Télévision (EPTV), Ahmed Bensebane, apprend-on auprès du ministère de la Communication.

Le directeur général-adjoint, Fethi Saidi, assure l'intérim jusqu'à nouvel ordre, précise la même source.

CULTURE

L'ONCI suspend toutes ses activités en raison du Covid-19



L'Office national de la Culture et de l'Information (ONCI) a annoncé, dimanche, la suspension de toutes les activités qui étaient programmées à travers ses salles au niveau national, en prévention contre la propagation du Coronavirus Dans un communiqué, l'Office a fait état de la suspension de ses activités dans le cadre des mesures préventives contre la propagation de la Covid-19 et des dispositions du confinement partiel décidées à travers plusieurs wilayas pour la préservation de l'intégrité des citoyens.

Cette décision, qui s'applique à l'ensemble des espaces relevant de l'Office a pris effet depuis la date du samedi 1er mai pour la salle Ahmed Bey (Constantine), la salle 8 mai 45 de Kherrata (Bejaia), la salle des Issers (Boumerdes) et le Complexe culturel Abdelouahab Salim de Tipasa, précise le communiqué.

L'ONCI avait programmé, pour le mois sacré, "Les Soirées du Ramadhan" qui ont débuté le 21 avril dernier.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Cinq morts et 93 blessés en zones urbaines durant le week-end

Cinq morts et 93 blessés ont été enregistrés dans 82 accidents de la circulation survenus durant le week-end en zones urbaines, indique lundi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). Selon les données fournies par les services spécialisés de la sûreté nationale, l'élément humain demeure la principale cause de ces accidents, précise le même source.

A cet effet, la DGSN renouvelle son appel aux usagers de la route à l'impératif respect du code de la route et à davantage de prudence et de vigilance durant la conduite, rappelant le numéro vert 1548 et celui des secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour tout signalement.



BENI-ATELI (MÉDÉA)

Deux employés coincés sous un amas de terre, secourus

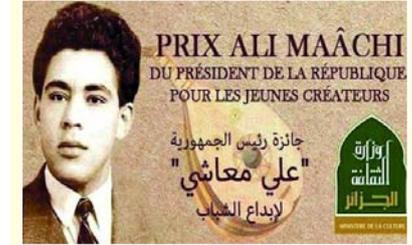
Deux travailleurs d'une entreprise de travaux d'assainissement, coincés sous un amas de terre, sur un chantier, sis à Beni-Ateli, nord de Médéa, ont été secourus par les éléments de la Protection civile, après d'intenses efforts, a-t-on appris, dimanche, auprès de la protection civile.

L'accident s'est produit, selon la même source, en début d'après-midi, sur un chantier de réalisation de canalisation pour réseau d'assainissement au niveau du village de l'agglomération de "Beni-Ateli", à 4 kilomètre au nord de Médéa, où deux employés s'étaient retrouvés piégés, au fond d'une fosse, après l'effondrement d'un pan du chemin de conduite de la canalisation, a-t-on indiqué.

Plus d'une vingtaine de secouristes de la protection civile a été mobilisée pour cette opération de sauvetage qui a été couronnée, après plusieurs heures d'efforts, par l'extraction des deux employés du fond du fossé où ils étaient partiellement ensevelis par l'amas de terre, a-t-on ajouté, précisant que les victimes, qui souffraient de contusion et de douleurs au bassin et aux jambes, ont été évacués en urgence vers l'hôpital de Médéa pour recevoir les soins nécessaires.

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALI-MAÛCHI

Plus de 450 candidatures de jeunes créateurs



Plus de 450 candidatures pour le Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi ont été déposées pour cette édition, dont 272 via les services en ligne, a indiqué un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Le nombre de participants a connu une hausse considérable passant de 205 candidatures en 2020 à 457 cette année, précise le communiqué.

Les membres de la commission du Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi ont été installés ce dimanche, indique le communiqué précisant que la commission est présidée cette année par le romancier, poète et journaliste Smail Yabrir.

Créé en 2006, le Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi est ouvert aux écrivains (roman, poésie et texte dramaturgique), aux musiciens et compositeurs, aux comédiens, aux chorégraphes et danseurs, aux plasticiens et aux cinéastes âgés entre 18 et 35 ans.

MOUDJAHIDINE

Mostaganem : décès de la Moudjahida Chacha Khadouma

La Moudjahida Chacha Khadouma, décédée dimanche dans la ville de Sidi Ali (Mostaganem) à l'âge de 86 ans, sera inhumée après la prière d'El Asr, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya des Moudjahidine et ayants droit.

Née le 4 octobre 1935 dans la région de Sidi Lakhdar, à l'Est de la wilaya de Mostaganem, la Moudjahida, rejoignit l'Organisation Civile du Front de libération nationale (OC/FLN) en 1960, selon les informations fournies par le service du patrimoine "historique et culturel", a-t-on indiqué.

La défunte, connue sous le nom de Nacéra durant la glorieuse guerre de Libération nationale, alors veuve du Chahid Karadja Mohamed (1923-1958) a été "mousabila" dans la zone 2, relevant de la région 4 de la Wilaya V historique, a ajouté la même source.

La dépouille de la défunte Moudjahida, sera inhumée ce dimanche au cimetière de la commune de Sidi Ali, a-t-on indiqué.

TÉBESSA

367 projets pour désenclaver les zones d'ombre

Au total, 367 projets de développement pour désenclaver les zones d'ombre sont inscrits au profit de la wilaya de Tébéssa, a indiqué dimanche le secrétaire général de la wilaya, Laarbi Bouziane.

La réalisation de ces projets répartis sur tout le territoire de la wilaya de Tébéssa nécessite une enveloppe financière de l'ordre de 10 milliards DA, a précisé à l'APS, le même responsable, soulignant que ces projets sont destinés au développement des zones d'ombre conformément aux instructions du gouvernement. Il a détaillé dans ce sens que le secteur des travaux publics et les Assemblées Populaires Communales (APC) ont entamé la réalisation de ces opérations, selon les priorités et la disponibilité des ressources financières.

La réalisation de ces projets permettra également de réhabiliter 17 km de routes nationales (RN), 126 km de chemins communaux (CC), ainsi que la mise à niveau de 54,3 km de pistes, a indiqué, le même responsable.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Approbation de plusieurs exposés et décrets

Le président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche la réunion périodique du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et à l'adoption de plusieurs exposés et décrets, indique un communiqué de la Présidence de la République, dont voici la traduction APS:

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé dimanche, 02 mai 2021, la réunion périodique du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et à l'adoption de plusieurs exposés et décrets. Après l'ouverture des travaux, le Président Tebboune a donné la parole au Premier ministre pour présenter son exposé sur les activités du Gouvernement, suivi des exposés des ministres de la Justice, de l'Intérieur, de l'Habitat et du Commerce ainsi que du Secrétaire d'Etat auprès du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, chargé de la Réforme hospitalière. A l'issue de l'exposé du Secrétaire d'Etat chargé de la Réforme hospitalière sur le cadre conceptuel et mode opératoire de la mise en œuvre du projet de Réforme hospitalière, le Président de la République a ordonné :

- L'ouverture du dialogue avec les différents partenaires sociaux dans le secteur de la Santé pour l'examen de la situation socio-professionnelle des personnels,
- La définition d'un calendrier clair pour la mise en œuvre du projet de Réforme hospitalière,
- La révision impérative de l'organisation des Urgences et autres services hospitaliers pour améliorer la relation du citoyen avec l'Hôpital,
- La mise en place d'une approche prenant en compte l'efficacité du Service civil en vue de l'encouragement des compétences nationales et de la protection de la Santé publique,

Saisissant cette occasion, le Pré-



sident de la République s'est félicité de la performance du système de santé face à la Covid-19 saluant, à ce propos, tous les personnels du secteur.

Secteur de l'Education:

Le Président de la République a donné les instructions suivantes:

- Engager un dialogue avec les différents partenaires sociaux aux fins d'améliorer la situation socioprofessionnelle des employés du secteur.
- Revoir le Statut particulier de l'Enseignant.

Après avoir écouté l'exposé du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville sur l'état d'avancement des projets de réalisation des logements AADL et les propositions soumises pour le parachèvement de ce programme, le Président de la République a instruit à l'effet de:

- Accorder une importance accrue au parachèvement de tous

les programmes et projets de réalisation de logements, toutes formules confondues, notamment les logements AADL, en consécration de l'engagement de l'Etat à garantir des logements aux citoyens, particulièrement à la classe moyenne.

- Accélérer le lancement de la Banque de l'Habitat pour une meilleure maîtrise de la politique du logement. Cette Banque réunira toutes les instances de financement et ouvrira la voie aux privés pour participer à son capital.
- Durcir le contrôle et contrer toute tentative ou opérations de détournement des terres agricoles de leur vocation, notamment les terres boisées et irriguées.

- Charger le Gouvernement à l'effet d'élaborer un texte de loi relatif à la préservation des terres relevant du domaine de l'Etat et de régulariser tous les dossiers de propriété foncière en suspens.

Suite à l'exposé présenté par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire sur l'application des instructions du Président de la République relatives à la mise de tous les moyens à la disposition de l'Autorité nationale indépendante des élections et en prévisions des législatives, le président de la République a mis l'accent sur:

- La mise en place d'un plan de prévention sanitaire à l'occasion des législatives du 12 juin 2021 couvrant les encadreurs, les centres et les bureaux, et ce en coordination avec le ministère de la Santé et l'ensemble des services concernés.
- La suspension totale des activités de terrain des membres du Gouvernement avant et durant la campagne électorale.

Commentant l'exposé présenté par le ministre du Commerce sur

le projet de la plateforme numérique du Fichier national du produit algérien, le président de la République a donné au Gouvernement les instructions suivantes:

- Valoriser les efforts consentis dans le cadre de la vision prospective afin de faire sortir le secteur du flou qui plane sur la nature et l'organisation des activités commerciales.

- Créer un nouveau réseau de statistiques en tant que mécanisme reposant sur des véritables indicateurs pour une économie transparente. Ce réseau devra prendre en ligne de compte la production, l'importation, la consommation nationale, et portera sur toutes les communes du pays, dans le but de déterminer avec précision les besoins nationaux.

S'agissant du projet d'ordonnance modifiant et complétant l'ordonnance 75-59 du 20 ramadhan 1395 correspondant au 26 septembre 1975 portant de commerce, modifiée et complétée, visant à adapter le système législatif au développement de l'activité commerciale, le Conseil des ministres a approuvé, sur demande du ministre de la Justice, la poursuite de l'examen du texte pour permettre aux jeunes porteurs de projets de créer des start-up suivant un dispositif juridique adapté et simplifié qui favorisera la concrétisation de leur idées et la valorisation de leurs contributions à la production nationale.

Avant la levée de la séance, le Conseil des ministres a approuvé des décisions individuelles portant désignations et fins de fonctions dans des postes supérieurs de l'Etat".

Education nationale : le Président Tebboune ordonne l'engagement du dialogue avec les différents partenaires sociaux

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné dimanche l'engagement du dialogue avec les différents partenaires sociaux aux fins d'améliorer la situation socioprofessionnelle des employés du secteur de l'Education nationale et de revoir le Statut particulier de l'enseignant.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné l'engagement du dialogue avec les différents partenaires sociaux aux fins d'améliorer la situation socioprofessionnelle des employés du secteur de l'Education nationale ainsi que la révision du Statut particulier de l'enseignant", a indiqué un communiqué de la Présidence.

Les enseignants des trois cycles de l'éducation avaient organisé le 12 avril

dernier une grève à laquelle a appelé le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Education (CNAPESTE) afin de réclamer la prise en charge des revendications socioprofessionnelles pour "améliorer le pouvoir d'achat de l'enseignant et accorder la priorité au dossier du logement au profit de cette catégorie, étant un moyen essentiel et nécessaire qui garantit la stabilité et un meilleur rendement des enseignants".

L'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (UNPEF), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF) et le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) avaient appelé à observer des sit-in pour la satisfaction d'un ensemble de reven-

dications socioprofessionnelles et pédagogiques soulevées depuis des années.

Dans un communiqué, le ministre de l'Education nationale avait fait état de "son plein engagement" à la prise en charge de toutes les "préoccupations" soulevées dans le secteur, appelant la famille éducative à faire preuve de responsabilité en faveur de la stabilité du secteur au service de l'élève et du Savoir. A ce propos, le ministre de l'Education nationale, Ouadjout Mohamed a rappelé la consécration d'"importants" montants à cet effet, ce qui reflète les efforts de l'Etat qui accorde un intérêt majeur à la régularisation des dossiers en instance qui seront tous pris en charge au titre de l'année financière 2021.

M. Tebboune ordonne l'accélération du lancement de la Banque de l'Habitat et le parachèvement des projets de réalisation de logements

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné dimanche lors de la réunion périodique du Conseil des ministres l'accélération du lancement de la Banque de l'Habitat et le parachèvement de tous les programmes et projets de réalisation de logements, toutes formules confondues, notamment les logements AADL, a indiqué un communiqué du Conseil.

"Après avoir écouté l'exposé du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville sur l'état d'avancement des projets de réalisation des logements AADL et les propositions soumises pour le parachèvement de ce programme, le président de la République a instruit à l'effet d'accorder une importance accrue au parachèvement de tous les programmes et projets de réalisation de logements, toutes formules confondues, notamment les logements AADL, en consécration de l'enga-

gement de l'Etat à garantir des logements aux citoyens, particulièrement à la classe moyenne", lit-on dans le communiqué.

M. Tebboune a également ordonné d'accélérer le lancement de la Banque de l'Habitat pour une meilleure maîtrise de la politique du logement. Cette Banque réunira toutes les instances de financement et ouvrira la voie aux privés pour participer à son capital, ajoute la source.

Par ailleurs, il a instruit à l'effet de durcir le contrôle et contrer toute tentative ou opérations de détournement des terres agricoles de leur vocation, notamment les terres boisées et irriguées. Le président de la République a en outre chargé le Gouvernement à l'effet d'élaborer un texte de loi relatif à la préservation des terres relevant du domaine de l'Etat et de régulariser tous les dossiers de propriété foncière en suspens.

Législatives du 12 juin : Tebboune met l'accent sur la nécessité de mettre en place un plan de prévention sanitaire

Le président de la République a mis l'accent dimanche lors du Conseil des ministres sur la nécessité de "mettre en place un plan de prévention sanitaire", à l'occasion des législatives du 12 juin 2021, et ce en coordination avec le ministère de la Santé et l'ensemble des services concernés, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. "Suite à l'exposé présenté par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire sur l'application des instructions du président de la République relatives à la mise de tous les moyens à la disposition de l'Autorité nationale indépendante des élections en prévisions des législatives, le président de la République a mis l'accent sur la mise en place d'un plan de prévention sanitaire à l'occasion des législatives du 12 juin 2021 couvrant les encadreurs, les centres et les bureaux, et ce en coordination avec le ministère de la Santé et l'ensemble des services concernés", lit-on dans le communiqué. M. Tebboune a en outre souligné "la suspension totale des activités de terrain des membres du Gouvernement avant et durant la campagne électorale". En vertu des dispositions de l'article 151, alinéa 02, de la Constitution, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait signé le 11 mars 2021, le décret présidentiel 96-01 relatif à la convocation du corps électoral en vue des élections législatives, dont la date est fixée au samedi 12 juin 2021. Le président Tebboune a également signé le 10 mars 2021 l'ordonnance 21-01 portant loi organique relative au régime électoral. Dans un discours à la nation en date du 18 février 2021, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait annoncé la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN) et l'organisation d'élections législatives anticipées.

PROTECTION CIVILE

Les revendications satisfaites dès l'examen des statuts (Direction générale)

La Direction générale de la protection civile (DGPC) a réaffirmé, dimanche, que toutes les revendications de ses agents, inscrites dans le Statut particulier et exprimées lors de sit-in de protestation, seront satisfaites dès l'examen des statuts.

"La majorité des revendications qui s'inscrivent dans le cadre Statut particulier des agents de la Protection civile seront traitées et satisfaites dès l'examen des statuts", a indiqué la DGPC dans un communiqué, précisant que "toutes les catégories de fonctionnaires du secteur seront associées à l'enrichissement du projet de révision du Statut particulier du corps, en vue de satisfaire toutes les préoccupations soulevées".

Exhortant l'ensemble des agents "à faire montre de discipline et de sens élevé de responsabilité, reconnus aux enfants du secteurs et à ne pas céder aux publications subversives visant à semer la confusion et le chaos et à attenter à la stabilité de la patrie", la DGPC



assure que toutes les revendications exprimées ont été soumises aux autorités concernées et qu'une commission se penche sur leur

examen". Les agents de la Protection civile avaient organisé un sit-in de protestation devant la DGPC, scandant des revendications pro-

fessionnelles, notamment l'augmentation du salaire de base, l'octroi de la prime de contagion et la revalorisation des points indiciaires.

Le ministère de l'Intérieur appelle les agents de la Protection civile à renoncer au mouvement de protestation

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a affirmé, dimanche, que le sit-in de protestation organisé par les agents de la protection civile était "une violation inadmissible en leur qualité de corps constitué particulier", les appelant à renoncer définitivement au mouvement et que la tutelle observe le droit de prendre les mesures légales à cet effet. "Il a été enregistré un mouvement de protestation organisé par nombre d'agents de la protection civile, contraire à la loi 02-90 relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, notamment l'article 43, ainsi qu'à l'article 23 du statut particulier des fonctionnaires relevant des corps de la protection civile", a précisé le com-

munié. "Nourri par des parties servant des agendas hostiles à l'égard de l'Algérie, ce mouvement intervient au moment où la tutelle a procédé à l'examen des préoccupations socioprofessionnelles des affiliés de ce corps et à la prise en charge des revendications soulevées dans le cadre de la loi, comme affirmé par le syndicat national des agents de la protection civile publié le 29 avril 2021", a indiqué le ministère dans son document. Le ministère de l'Intérieur a rappelé "les concernés" par ce mouvement orchestré en leur qualité de corps constitué que ces comportements qui portent atteinte à la sécurité et à la quiétude publiques, sont strictement inadmissibles", les appelant à "rompre définitivement ce mouvement". Et d'ajouter "le ministère de l'Inté-

rieur observe son droit à prendre les mesures légales en vigueur". A rappeler que La Direction générale de la protection civile (DGPC) a réaffirmé, dimanche, que toutes les revendications de ses agents, inscrites dans le Statut particulier et exprimées lors de sit-in de protestation, seront satisfaites dès l'examen des statuts. Exhortant l'ensemble des agents "à faire montre de discipline et de sens élevé de responsabilité, reconnus aux enfants du secteurs et à ne pas céder aux publications subversives visant à semer la confusion et le chaos et à attenter à la stabilité de la patrie", la DGPC assure que toutes les revendications exprimées "ont été soumises aux autorités concernées et qu'une commission se penche sur leur examen".

SOCIÉTÉ CIVILE

Mme Benhabiles : la société civile "ne doit pas être partisane"

La présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Saïda Benhabiles, a indiqué lundi à Alger, que "la société civile ne doit pas être partisane", mais doit plutôt servir de "relais" pour porter les préoccupations des différentes tranches de la population aux pouvoirs publics.

"La société civile ne doit pas être partisane. Elle doit, au contraire, être la soupape de sécurité de l'Etat et de ses institutions", a soutenu Mme Benhabiles sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio algérienne, soulignant qu'"il y a un principe fondamental et très important : il ne faudrait pas que les militants de la société civile soient partisans". La présidente du CRA a précisé que "le rôle principal de la société civile c'est d'être la conscience des décideurs et des politiques, et être l'écho réel de toutes les préoccupations de la société", ajoutant que la société civile "constitue un trait d'union entre chaque organisation qui exprime les préoccupations des différentes catégories de la population, et les pouvoirs publics, afin de les accompagner pour bénéficier des mesures prises par l'Etat". Elle a salué, dans le même contexte, la création de l'Observatoire national de la société civile, en exprimant le souhait que ce dernier "ne soit pas partisan", comme elle a déploré "la naissance de certaines associations qui sont le prolongement de certains partis politiques", en insistant, à cet égard, que "la société civile doit être complètement indépendante des politiques".

Qualifiant la société civile de "colonne vertébrale de la cohésion sociale d'une Nation", Mme Benhabiles a indiqué que la société civile avait un "rôle important" à jouer dans la défense et la promotion des valeurs humaines et nationales, et dans la "protection de la cohésion sociale contre toute forme d'atteinte". Elle a relevé, également, que "la démocratie participative ne peut être concrétisée que par la société civile, à condition que celle-ci doit être sans aucune influence partisane". Mme Benhabiles a, par ailleurs, évoqué le financement des associations et autres organisations dont les sources, a-t-elle dit, "doivent être claires et transparentes", en faisant part l'existence d'organisations au "financement opaque" dont "les objectifs constituent un danger pour le pays", a-t-elle averti.

Rappelant la mission de la société civile qui "doit rester fidèle à l'écoute des préoccupations de toutes les tranches de la société", l'intervenante a insisté à ce que "le contrôle des sources de financement des associations et organisations doit se faire par la stricte application des lois en vigueur". Concernant les actions de solidarité menées par le CRA depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19, Mme Benhabiles a cité notamment "la distribution de 350.000 colis alimentaires, le renforcement des capacités d'une quinzaine d'hôpitaux en appareils respiratoires, en ECG, et en divers matériels médicaux, et l'acquisition de deux ambulances équipées". Elle a ajouté que "depuis le début du mois de Ramadhan, 300 opérations de distribution de bavettes et de produits désinfectants ont été menées, 40.000 colis alimentaires ont été distribués, et 154 restaurants qui servent quotidiennement 14.000 repas ont été ouverts".

FÊTE DES TRAVAILLEURS

Sonatrach appelle à conforter le dialogue social permanent afin d'atteindre ses objectifs

Le PDG du groupe Sonatrach, Toufik Hekkar a appelé dans un message à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des Travailleurs, à conforter le dialogue social permanent existant entre la direction et les collectifs fin d'atteindre les objectifs du groupe. "L'élection du dialogue social permanent et le souci d'améliorer constamment les acquis socioprofessionnels de ses collectifs, nous permettent de maintenir l'indispensable climat serein et collaboratif qui participe au renforcement des liens entre le top management et les collectifs et qui nous permet de tous de regarder dans la même direction et d'oeuvrer de concert pour l'amélioration de nos indicateurs de croissance au service exclusif du développement harmonieux de Sonatrach", a affirmé M. Hekkar.

Selon lui, "cette dynamique constructive, dans laquelle nous sommes tous impliqués, est sans aucun doute le plus sûr des acquis, une précieuse réalisation commune que nous nous devons, tous ensemble, de conforter et de capitaliser pour atteindre

voire dépasser nos objectifs". Dans ce sens, M. Hekkar a fait remarquer que Sonatrach depuis sa création, n'a eu de cesse d'améliorer et de moderniser ses prestations socioprofessionnelles en faveur de ses collectifs, qui sont mis dans "d'excellentes" conditions d'évolution sur l'ensemble des sites, au Nord comme au Sud du pays.

Il a rappelé qu'une batterie de mesures et d'organes d'arbitrage a été mise en place par la compagnie nationale et son partenaire social. Il s'agit notamment des commissions paritaires des travailleurs, ayant pour finalité d'examiner, d'étudier et de changer les dispositions réglementaires toujours au profit des travailleurs et dans le sens du confortement de leurs droits.

Rendant hommage à tous les travailleurs algériens et aux pionniers de la lutte ouvrière, M. Hekkar a indiqué que la compagnie nationale des hydrocarbures est en phase d'implémentation d'un ensemble de projets structurants, citant notamment ceux de la TRH (Transformation Ressources Humaines) et SAP (System Application &

Products in Data Processing), qui vont permettre, a-t-il expliqué, de "passer à un autre niveau dans le management et la gestion des différents outils, process et procédures". Ces projets vont impacter "positivement la structuration même de la relation de travail au sein de notre groupe" et impliquer "des changements décisifs", souligne-t-il.

Il est attendu aussi de ces projets une professionnalisation accrue des collectifs et l'adaptation des modes de conduite des projets et de gestion de la ressource humaine, a-t-il noté, tout en relevant que l'environnement de travail va connaître des mutations indispensables qui permettront à Sonatrach de s'inscrire dans la durabilité et l'efficacité, qui sont des "conditions incontournables pour instaurer la bonne gouvernance à tous les niveaux et insuffler une dynamique de croissance sur le long terme". Dans son message, M. Hekkar a également mis en exergue la nécessité de la mobilisation et de l'adhésion de tous à ce processus de changement qualifié de

"salutaire" pour que Sonatrach puisse continuer à croître et prospérer. "Notre avenir dépendra exclusivement de notre capacité à relever avec succès les défis de l'heure de notre secteur, à savoir la bonne gouvernance, la modernisation des process, l'amélioration des procédures de gestion, l'optimisation des coûts, la réduction des délais et la professionnalisation de notre ressource humaine", a-t-il mentionné. Ces "grands chantiers" devront permettre aussi à Sonatrach d'avoir un avenir "radieux" et d'être en phase avec les exigences de son secteur d'activité, a fait observer son premier responsable. M. Hekkar a appelé, par ailleurs, les travailleurs du groupe public à redoubler de vigilance et de prudence face à la pandémie de la Covid-19, évoquant des chiffres qui sont "loin d'être rassurants ces derniers jours quant aux cas de contamination, et ce, à cause du relâchement préjudiciable constaté en matière de respect des mesures barrières, notamment le port correct du masque de protection".

NÂAMA 280 foyers raccordés au réseau de gaz naturel à Aïn Benkheilil

Pas moins de 280 foyers ont été raccordés au réseau d'alimentation en gaz naturel mis en service dimanche à Aïn Benkheilil, commune située à l'ouest de la wilaya de Nâama, lors d'une cérémonie présidée par le wali, Idir Medebdeb.

Réalisée au niveau de lotissements du groupement d'habitat rural, dans les environs de la commune de Aïn Benkheilil, cette opération a été financée sur budget du programme sectoriel de la direction de l'urbanisme, d'architecture et de construction (DUAC) de la wilaya, qui a demandé la réalisation de ce réseau d'une longueur de près de quatre (4) kilomètres, le tout pour un coût estimé à 2 millions DA.

L'opération d'extension se poursuit pour le raccordement en gaz naturel de plus de 250 autres foyers, de regroupements d'habitat rural, dans la commune de Aïn Benkheilil, à partir du mois de juillet prochain, ce qui permettra d'augmenter le taux de raccordement de cette commune au réseau de distribution du gaz, pour atteindre près de 96 %, selon les explications fournies à la faveur de cet événement par les responsables de la direction de l'énergie de la wilaya.

Dans le cadre du raccordement et du renforcement de l'alimentation en eau potable au profit des habitants des lotissements du regroupement d'habitat rural de cette commune, il a été procédé également à la mise en exploitation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes, par les gestionnaires locaux qui se sont enquis de l'état d'avancement de certains projets devant améliorer le cadre de vie de ses populations, dont l'achèvement des réseaux de canalisation au profit de Sidi Moussa, une localité qui lui est rattachée.



Cette opération concerne l'opération de maintenance de la station de traitement et d'épuration (STEP) pour le recyclage des eaux et le renouvellement de ses équipements au niveau de la localité de "Sidi Moussa" dans cette commune, dont leur réception est prévue vers la fin du mois d'août prochain pour le traitement des eaux au profit de l'ensemble des quartiers de la commune et mettre fin aux déversements des eaux polluées vers la zone humide "Haoudh Edaira", a expliqué le directeur de l'environnement de l'antenne locale de l'Office national de l'assainissement (ONA), Bacheikh Bouamama. Au niveau de la zone d'ombre "El Kaaloul" dans la même commune, est en cours de réalisation, le transformateur électrique, une opération à l'actif de la direction de la distribution

de l'électricité et du gaz de la wilaya, initiée dans le cadre du programme d'investissements 2021, pour améliorer le service et renforcer le réseau électrique au profit des populations de cette zone enclavée, a-t-on ajouté au niveau de cette direction. Le wali de Nâama, qui s'est enquis du projet de réalisation de ce transformateur, a exhorté les gestionnaires de ce projet à achever les travaux dans les plus brefs délais, pour faire face aux perturbations en matière d'approvisionnement en énergie électrique à travers la région et pour mettre fin aux coupures intempestives particulièrement durant l'été. D'autres projets, en cours de réalisation, dans la localité de "Kaaloul", connaissent un taux d'avancement des travaux qui varient d'une opération à une autre dont le revêtement des routes, la réalisation d'une cantine scolaire et d'une annexe communale, d'un stade de proximité et de salles de soins. Ces projets ont fait l'objet d'une inspection par le wali à la faveur de sa visite dans la commune de Aïn Benkheilil.

BECHAR Les correspondants œuvrent pour la promotion de la communication à travers le sud-ouest du pays

Les correspondants locaux des différents quotidiens de la presse nationale continuent à contribuer à la promotion de la communication à travers la région du sud-ouest du pays, malgré les contraintes et les difficultés qu'ils rencontrent quotidiennement pour la collecte de l'information, ont indiqué ces correspondants en exercice dans la wilaya de Bechar à la veille de la journée mondiale de la liberté de la presse.

"Grâce aux apports des correspondants locaux, les différents quotidiens de la presse nationale et autres chaînes de télévision, et radios tant publiques que privé, qui traitent l'information locale avec le même intérêt que celui porté à l'information nationale, la région du sud-ouest du pays est visible au grand public", ont-ils souligné.

Ceci a pu être réalisé, grâce au travail quotidien et sans relâche des correspondants, qui disent rencontrer de "grandes difficultés", comme c'est le cas pour le traitement des affaires de corruption, a indiqué Rachid Roukbi, correspondant ayant plus de vingt années d'exercice dans la presse et actuellement correspondant du quotidien national "Reporters".

"Il faut reconnaître aussi qu'on produit aujourd'hui plus de matière d'information et autres enquêtes par rapport au années passées, mais nous faisons toujours face (...) à de nombreux sujets tabous", a-t-il ajouté. "Cependant et malgré notre production, et nos apports à mettre en exergue l'actualité politique, économique, sociale et culturelle de la région, nous travaillons dans des conditions difficiles, dont le manque de bureaux, l'internet et le téléphone, auquel s'ajoute le problème de moyens de transport propres à nous dans une région caractérisée par de grandes distances", a-t-il indiqué. "Parfois aussi, l'accès à l'information est difficile en raison de l'absence d'un chargé de communication ou tout simplement de cellules de communication et d'information au niveau de plusieurs institutions locales et régionales publiques ou privées, ce qui rend la collecte de l'information et le journalisme d'investigation difficile, voire, impossible", a estimé M. Roukbi.

Nécessité de promouvoir la mission du correspondant

Pour Abdelhalim Moussaoui, correspondant local depuis plusieurs années du quotidien national arabophone "El Khabar" et enseignant de droit à l'université "Tahri Mohamed" de Bechar, "les travaux quotidiens des correspondants ont permis de faire connaître aux lecteurs les différentes facettes et réalités de la région et rendre celles-ci au centre de l'actualité nationale, et aussi mettre en avant les préoccupations et les aspirations des habitants".

La radio locale favorise la communication de proximité

La radio locale de Bechar, la première station radiophonique du pays qui a commencé à diffuser ses émissions dès avril 1991 dans la région du sud du pays, est le média public local qui "favorise la communication de proximité", a relevé un de ses journalistes, Mokhtar Mokhtari. "Elle s'attache à refléter réellement les réalités et les efforts de développement à travers ses différentes localités avec une marquante contribution de nos correspondants et journalistes", selon Mokhtari qui anime depuis plus de 15 ans l'émission "Adwa ala l'Baladiate" (lumière sur les communes). Il dit avoir "pu mettre face à face citoyens, élus et responsables locaux de ces collectivités pour débattre des questions de développement socio-économique de différentes communes de Bechar". "L'objectif de cette émission radiophonique diffusée en direct à partir de la commune concernée, est de permettre tant aux citoyens qu'aux responsables communaux d'œuvrer pour le développement de la région et que chacun expose ses préoccupations et contraintes en matière de développement local", a-t-il expliqué.

Par la même occasion, M. Mokhtari a tenu à saluer l'inescutable contribution des correspondants locaux tant ceux de sa radio locale, que ceux des autres titres de la presse nationale, à la mise en exergue de l'actualité et des événements dans la région et les contributions des différents acteurs et secteurs d'activités à son essor. Dans la wilaya de Bechar, on recense actuellement une trentaine de correspondants des différents médias nationaux (Journaux, Télévisions et Radios), en plus des journalistes des autres médias publics (Télévision nationale et Radio Nationale), selon M. Ahmed Boussaïd, responsable de la cellule de communication de la wilaya.

EL TARF Presse de proximité : un moyen d'information incontournable

La presse de proximité est aujourd'hui plus que jamais un "moyen incontournable d'information et de sensibilisation du citoyen", se sont accordés à souligner plusieurs journalistes et correspondants de la wilaya d'El Tarf.

Rencontrés à la veille de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai de chaque année, des "producteurs d'information locale" ont été unanimes à dire que les médias de proximité, presse écrite et audiovisuelle, publique ou privé, constituent un moyen "fort et incontournable" d'informer, sensibiliser et "fidéliser" un auditoire plus large.

Aussi, assurer une information locale de qualité requiert "davantage d'efforts de la part du journaliste de proximité appelé à privilégier les informations d'intérêt public", a soutenu Youcef Hanani, ancien journaliste de l'APS dans cette wilaya frontalière. Pour cet ancien agencier, qui cumule plus de 32 ans de travail de proximité dans la wilaya d'El Tarf, le travail journalistique local est une pratique quotidienne qui permet de rapporter des "informations pertinentes et diversifiées au service de la population et de l'Etat".

Rapidité, objectivité et fiabilité sont les "crédos" d'une information ciblée et destinée à "bien informer le lecteur", a-t-il affirmé. Ce retraité de l'APS a tenu à préciser que cette agence de presse publique a été le premier organe d'information à ouvrir un bureau de proximité, au lendemain de la promotion d'El Tarf au rang de wilaya, en 1985, notamment pour le suivi des projets de développement local. Evoquant les contraintes de l'accomplissement d'un travail journalistique convenable, Hanani ainsi que le doyen des journalistes d'El Tarf, Tahar Boudjemaa, ont notamment soulevé celles liées aux "difficultés d'accès à l'information en temps réel". "Tous les moyens étaient mis en œuvre pour assurer la couverture des événements et faire entendre la voix populiste à l'intention des responsables", ont-ils affirmé.

Abondant dans le même sens, la directrice de la Radio locale d'El Tarf a passé en revue le rôle de l'audio dans la diffusion d'informations diversifiées en temps opportun. Depuis sa création il y a plus d'une décennie, la Radio locale d'El Tarf s'est imposée dans le paysage médiatique local, traitant les préoccupations des citoyens résidant dans les zones les plus reculées. Soucieuse d'une couverture de "meilleure qualité", Hayet Bouzidi a évoqué les efforts déployés pour y allier les

difficultés rencontrées en matière

d'audimat en raison des obstacles persistants au niveau des zones d'ombre. Elle a également signalé qu'un diagnostic est en cours d'élaboration, avec l'implication des populations concernées, pour mettre un terme à cette situation.

Les moyens de communication moderne, comme l'internet, sont mis à profit pour permettre à ceux qui sont privés de radio de le signaler en temps réel pour pouvoir capter ses ondes.

La Radio locale, un support solide de communication

Le travail de proximité de la radio locale est perceptible notamment dans la gestion des crises (sanitaires, inondations, incendies de forêts...), à travers les directs et les différentes émissions diffusées sur ses ondes depuis le lieu de l'incident, a expliqué par ailleurs la même source, estimant que la radio constitue l'un des supports solides de communication des centres d'intérêts des citoyens. C'est un véritable intermédiaire qui véhicule les préoccupations des communautés rurales et urbaines, particulièrement celles qui se trouvent dans les zones d'ombre où leurs voix peuvent être entendues et prises en considération à temps.

Elle permet d'atteindre un maximum d'auditeurs qui sont également sensibilisés à divers fléaux de la vie. De son côté, Baba Ahmed, journaliste au quotidien francophone El Watan, a estimé qu'à "quelques rares exceptions près, la presse de proximité est loin encore de jouer le rôle qui est le sien dans la wilaya d'El Tarf". Rares sont, en effet, les reportages traitant de "questions de société et d'enquêtes sur les conflits sociaux qui sont convenablement rapportés", a soutenu ce journaliste, chercheur et ancien enseignant à l'université Chadli Bendjedid. Pour sa part, Ali Bakhma, de la chaîne télévisée Beur TV, a déclaré que quel que soit le média, le travail journalistique est complémentaire. Il a notamment insisté sur le pouvoir d'impact de l'image qui constitue un "critère premier dans la sélection de l'information", ajoutant que lorsque l'image est forte, le téléspectateur retient beaucoup plus l'image que les propos qui y sont associés.

M. Bakhma a également évoqué les contraintes d'ordre technique auxquelles tout média audiovisuel est confronté, ajouté à cela "le choix, par moment, difficile des sujets à couvrir par le son et l'image".

APS

AÏN TEMOUCHENT La valeur des exportations dépasse un million de dollars au premier trimestre 2021

Les exportations des entreprises économiques locales d'Aïn Temouchent ont atteint plus d'un million de dollars durant le premier trimestre de l'année en cours, a indiqué le directeur de la chambre de wilaya du commerce et de l'industrie, Miloud Hakmi.

Il s'agit de sept entreprises actives dans le domaine de l'exportation de certains produits dont la valeur de leurs exportations dépasse un million de dollars durant le premier trimestre 2021, a indiqué à l'APS le même responsable.

Outre le groupe industriel du ciment Algérie (GICA) de Beni Saf, relevant du secteur public, qui a entamé les exportations vers la Mauritanie et l'Espagne depuis l'année dernière, des opérateurs économiques privés actifs dans l'exportation, à l'instar de l'usine de production de gants médicaux qui exporte à plusieurs pays européens, ainsi que d'exportateurs de produits de mer vers l'Espagne et le Portugal, d'une usine de production d'œufs dans la commune de Hassasna qui exporte vers la Tunisie et d'un exportateur de charbon, a précisé M. Hakmi.

La chambre de commerce et de l'industrie d'Aïn Temouchent prévoit le développement des exportations par les producteurs locaux de la wilaya, une fois améliorée la situation sanitaire née de la pandémie de la Covid-19. La chambre fait état également de la volonté de producteurs locaux, actifs dans les domaines agricoles, de pénétrer le monde de l'exportation et œuvre à les accompagner sur le terrain et leur apporter l'appui nécessaire.

A noter qu'une commission de wilaya chargée de la promotion des exportations a été mise en place, a-t-on souligné.

BANQUE D'ALGÉRIE Cotations hebdomadaires des billets de banque et chèques de voyage

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du dimanche 2 mai 2021, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	131,40	139,42
1 EUR	159,43	168,87
1 CAD	106,84	113,40
1 GBP	183,49	194,74
100 JPY	120,66	128,06
1 SAR	35,03	37,49
1 KWD	435,95	463,79
1 AED	35,77	37,96
100 CHF	14.431,26	15.318,77
100 SEK	1.573,99	1.670,86
100 DKK	2.142,14	2.273,36
100 NOK	1.602,22	1.700,63

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	132,73	139,42
1 EUR	160,75	168,87
1 CAD	107,93	113,40
1 GBP	185,35	194,74
100 JPY	121,88	128,06
100 CHF	14.577,77	15.318,77
100 SEK	1.589,97	1.670,86

MICRO-CRÉDIT Financement d'une cinquantaine de projets à Oran au premier trimestre 2021

L'antenne de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) a financé une cinquantaine de projets d'investissement durant le premier trimestre de l'année en cours à Oran, a-t-on appris de cette instance.

Ces projets sont financés selon la formule de financement triangulaire (agence-banque-entrepreneur) pour l'acquisition du matériel pour un crédit d'une valeur d'un million DA et la formule d'achat de matières premières pour la

femme rurale et la femme au foyer où la valeur du crédit ne dépasse pas 100.000 DA, selon la même source.

Dans ce cadre, 32 projets d'investissement ont été financés depuis le début du mois de janvier dernier dans la formule du financement triangulaire, sachant que ces crédits sont octroyés par la banque et l'agence pour l'acquisition de matériel et la création d'activités dans différents secteurs, à l'instar de l'artisanat et les services. Durant la même période, 18 autres

BANQUES PUBLIQUES La dissociation des rôles de surveillance et de management "renforcera la bonne gouvernance" (expert)

La restructuration opérée à la tête des banques publiques par le ministère des Finances, à travers la nomination d'un Président du Conseil d'administration (PCA) et d'un directeur général (DG) au sein de chacune des six banques publiques "renforcera la bonne gouvernance" et "relève du bon sens", a indiqué dimanche à l'APS l'expert financier, Mohamed Boukhari.

Cette démarche est "en droite ligne avec les nouveaux textes de la constitution qui prônent la bonne gouvernance", a-t-il souligné en estimant qu'il était logique de séparer la fonction de gestion des banques de celle de suivi et d'évaluation qui étaient, avant cette restructuration, exercés par une seule et même personne, à savoir le Président directeur général (PDG) de la banque.

Avec l'installation d'un PCA à la tête de chaque banque publique, la responsabilité du suivi, de surveillance et de l'évaluation de la concrétisation de la stratégie élaborée par le Conseil d'administration (CA) lui incombera, alors que les DG seront en charge, uniquement, de l'exécution de cette stratégie, a expliqué M. Boukhari.

Cette séparation des deux fonctions d'exécution et de supervision "relève du bon sens", a-t-il ajouté.

Autre avantage de cette restructuration, "la réduction des risques de corruption", a estimé l'expert expliquant



que cette réforme assurera plus de transparence dans la gestion et une prise de décision collégiale au sein du CA, et par conséquent les risques de corruption devront être "minimisés".

M. Boukhari encourage, en outre, que les gros crédits, dont le nombre est plutôt limité, ne puissent plus être accordés que sur décision du CA, ce qui devrait, selon lui, "éviter certaines dérives" constatées par le passé dans la gestion de certaines banques

et "qui leur ont porté préjudice". La prochaine étape dans l'instauration de la bonne gouvernance des banques se traduira, selon l'expert, "par l'installation d'administrateurs indépendants qui intégreront le CA de ces banques", précisant que ces derniers devront répondre à "un profil particulier en étant des experts dans le domaine de la macro-économie avec une expérience avérée dans les fonctions de suivi et d'évaluation". Ce profil leur

permettra d'apporter un plus au CA en matière de supervision de l'exécution des stratégies et autres orientations adoptées par ses membres, a détaillé M. Boukhari, ajoutant qu'"en sa qualité d'actionnaire principal des banques publiques, l'Etat, à travers le ministère des Finances, est en mesure de choisir les personnes à même d'intégrer le CA de ces banques". M. Boukhari a préconisé également l'ouverture du capital de certaines banques publiques comme troisième étape de la réforme de la gouvernance de ce secteur, en spécifiant que le choix des banques concernées par cette démarche devra répondre à un critère de "performance" indispensable afin d'intéresser d'éventuels investisseurs privés locaux à en devenir actionnaires et à siéger au sein de leurs CA.

Ces actionnaires s'efforceront, ainsi, de fructifier leurs investissements et veilleront, aussi, à la bonne gestion de la banque dont ils sont actionnaires", a-t-il conclu.

TRANSPORT FERROVIAIRE SNTF : plan de réformes pour remédier aux dysfonctionnements (DG par intérim)

Le Directeur général par intérim de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Karim Ayache, a fait état samedi de la mise en œuvre d'un plan de réformes visant à "sauver" l'entreprise et à "remédier aux dysfonctionnements" qu'elle enregistre.

Dans un message adressé aux travailleurs de la société, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du travail, M. Ayache a précisé que la Direction générale est "déterminée" à poursuivre la mise en œuvre du plan de réformes, récemment lancé pour sauver l'entreprise, remédier à sa situation et développer sa performance". A ce propos, il a fait observer que la priorité "extrême" a été accordée à la réforme de la gestion de la ressource humaine à l'effet de "corriger le dysfonctionnement constaté, traiter les dossiers et les dépassements cumulés depuis des années dans la gestion des carrières et réaliser la justice et l'égalité, conformément aux dispositions de la loi". Affirmant, à ce titre, que la Direction générale de la SNTF "assume sa responsabilité devant les travailleurs", M. Ayache a fait état du versement, au titre du salaire d'avril, la



prime d'intéressement aux travailleurs qui ont assuré le service pendant la période de congé exceptionnel (Covid-19), ajoutant la deuxième tranche de cette prime sera versée durant le mois de mai en cours.

"Partant de l'attachement de la Direction générale à traiter les dossiers longtemps en suspens de travailleurs sanctionnés de suspension par la Commission de discipline des unités concernées, les concernés se sont vus

accorder le droit de recours, légalement garanti, devant la commission de recours de la SNTF", a-t-il ajouté soulignant que la procédure est en cours. Pour ce qui est des Oeuvres sociales, le même responsable a indiqué que l'assainissement de la situation se poursuivait afin de lever les réserves figurant dans les rapports du Commissaire aux comptes et de renouer avec une gestion normale, sachant que l'octroi des prêts et aides urgentes demeure en vigueur en vertu de l'instruction du 10 novembre 2009.

Soulignant que la SNTF était confrontée à une crise financière "sans précédent" à l'instar de l'ensemble des entreprises de transports de par le monde, impactées par la pandémie Covid-19, le Directeur général par intérim a fait état également de difficultés financières et de dysfonctionnements, dont la société pâtissait depuis des années. A ce propos, M. Ayache soutient que la voie du dialogue, de la concertation et de la confiance mutuelle "reste la seule option, et ce, dans le cadre de la Loi et des exigences de la responsabilité qui place la SNTF et l'intérêt du pays avant tout".

LIBYE

Remise du budget 2021 au Parlement

Le budget global de l'année 2021 en Libye a été remis une nouvelle fois, dimanche, au président de la Chambre des représentants du peuple (Parlement), Akila Salah, ont rapporté, lundi, des médias libyens.

"Le budget global a connu des modifications conformément aux remarques des parlementaires", ont précisé les mêmes sources, notant que "le budget a été remis par une délégation ministérielle comprenant la ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Intérieur et celui de la planification". La Chambre des représentants du peuple a refusé le 20 avril dernier de voter le budget global pour l'année 2021, exprimant des interrogations concernant plusieurs points. "Le budget global présenté par le gouvernement de Abdelhamid Dbeibah, a été élaboré à la



va-vite et il n'a pas tenu en considération plusieurs paramètres économiques à l'instar des ressources financières réelles de l'Etat libyen", a indiqué le

Comité des finances et de la planification auprès du parlement.

Le budget global présenté le 20 avril dernier à la Chambre des représen-

tants du peuple était de 21,6 milliards de dollars.

Le nouveau gouvernement de transition en Libye s'est fixé durant la période de transition devant prendre fin d'ici aux prochaines élections du 24 décembre de l'année en cours, plusieurs priorités, à l'instar de la résolution du problème de l'électricité, de l'eau et la réédification des infrastructures et bâtiments détruites par la guerre. Le président du Conseil présidentiel, Mohamed Younes al-Manfi, a affirmé récemment que la résolution des problèmes en rapport avec le quotidien des libyens est la priorité des priorités.

AFRIQUE DE L'EST

La pandémie a fait perdre au tourisme 44,8 milliards de dollars en 2020

La pandémie du Covid-19 a fait perdre à l'industrie du tourisme en Afrique de l'Est des recettes à hauteur de 4800 milliards de shillings (environ 44,8 milliards de dollars) en 2020, selon les estimations de "l'East African Business Council" (EABC).

Le tourisme a contribué en moyenne à hauteur de 9,5% au PIB de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) en 2019 et à 17,2% en moyenne aux exportations totales de ce bloc régional, il demeure l'un des secteurs les plus affectés par la pandémie, a ajouté la même source.

Environ 4,2 millions de touristes étrangers ont annulé leur voyage dans la région en mars dernier.

Réunis samedi lors d'un webinaire validant une étude sur l'évaluation de l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie dans la CAE, les opérateurs du tourisme ont recommandé la classification de l'industrie comme un service essentiel, en soutenant que le secteur est un important employeur et consommateur de produits agricoles.

Ils ont aussi appelé à la relance des efforts conjoints de marketing touristique régional, au déploiement rapide de la vaccination anti Covid-19 en Afrique de l'Est, à l'élaboration par les gouvernements des pays de la CAE de plans de relance destinés à repenser et à redéfinir les produits touristiques en tirant parti des technologies numériques dans le marketing et la promotion du tourisme.

"Adopter une approche coordonnée au niveau de la CAE pour la relance du secteur du tourisme en commercialisant la région comme une destination touristique unique, ouvrir le ciel de la région, déployer des campagnes de vaccination à l'échelle nationale et la reconnaissance mutuelle des certificats de test COVID-19 dans la région, sont autant d'actions prioritaires à prendre", a souligné le vice-président de l'EABC, Dennis Karera.

BREXIT

La France regrette des conditions "non prévues" pour les licences de pêche

La France a regretté dimanche que Londres ait introduit des conditions "non prévues" par l'accord post-Brexit pour délivrer des autorisations de pêche aux navires français, et va s'entretenir avec la Commission européenne lundi sur ce point.

"Le dialogue avec les autorités britanniques doit se poursuivre selon les

termes prévus par l'accord de commerce et de coopération, il ne saurait être question de se voir imposer de nouveaux critères qui viennent perturber la lisibilité et la cohérence de nos actions", a fait valoir, dans un communiqué, le ministre française de la Mer Annick Girardin. L'accord post-Brexit prévoit une période de transition jusqu'à l'été

2026, date à partir de laquelle les pêcheurs européens renonceraient à 25% des captures dans les eaux britanniques. Les pêcheurs de l'Union européenne conservent jusqu'à cette date un accès garanti aux zones situées entre 6 et 12 milles marins au large des côtes britanniques, où ils se rendaient traditionnellement.

GRANDE BRETAGNE

Londres évoque la crise sanitaire pour justifier la réduction de son aide internationale

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic Raab, a justifié dimanche la réduction de l'aide internationale du Royaume-Uni par l'impact économique de la crise du coronavirus, dont certaines critiques n'ont pas à ses yeux pris la mesure.

Le gouvernement de

Boris Johnson a décidé de réduire en 2021 l'aide au développement de 0,7% à 0,5% de la richesse nationale.

Elle passe d'environ 15 milliards de livres avant la crise à 10 milliards de livres.

"Ca a été une décision très difficile de réduire et trouver des sources d'éco-

nomie dans le budget de l'aide", a déclaré sur Sky News le chef de la diplomatie britannique, invoquant la plus importante contraction de l'économie "en 300 ans".

Certaines personnes "ne réalisent pas" l'ampleur des dégâts de la pandémie sur les finances publiques, a-t-il

ajouté. Malgré ces coupes, le Royaume-Uni est le premier contributeur à l'Alliance internationale pour le vaccin (Gavi) et le troisième contributeur des pays du G7, dont Londres accueille la semaine prochaine la réunion des ministres des Affaires étrangères, avant le sommet du mois de juin.

FRANCE

Le marché des voitures particulières en baisse de 21,48% en 2021 (CCFA)

Le marché français des voitures particulières a enregistré sur les quatre premiers mois de l'année une baisse de 21,48% par rapport à 2019, avec 592.219 nouvelles immatriculations, a indiqué samedi le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

"La pénurie mondiale de composants électroniques affecte les productions de voitures neuves, et le fait que certaines usines aient été mises à l'arrêt temporaire retarde naturellement les livraisons de véhicules", a estimé le cabinet AADData, dans un

communiqué séparé. Par rapport à avril 2020, marqué par le premier confinement, le marché a cependant bondi de 568,8%, et de 50,96% sur les quatre derniers mois comparés à la période janvier-avril de l'année dernière.

AAADData relève que les véhicules d'occasion ont fait mieux que le reste du marché en avril, avec 523.966 immatriculations.

En avril 2019, le cabinet avait recensé 503.635 immatriculations, et cinq fois moins en 2020.

Sur le marché des voitures particu-

lières neuves, les hybrides se portent toujours bien et ont représenté 24% de part de marché, talonnant à quelques véhicules près les ventes de diesel.

Le groupe Stellantis (né de l'union de PSA et Fiat Chrysler) a vendu en avril un total de 50.181 véhicules, et le groupe Renault 29.935 véhicules, des chiffres inférieurs d'environ 30% à ceux de 2019.

Côté constructeurs étrangers, le groupe Volkswagen a limité la baisse de ses ventes à 15,80% par rapport à 2019, tandis que l'américain Ford a fait état d'un recul de 42,99%.

BM - MENA

Webinaire sur le paiement électronique dans la région MENA

La Banque mondiale (BM) organise jeudi prochain un webinaire ayant pour thème " Paiements numériques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Création d'emplois, inclusion et prestation de services publics", a indiqué dimanche cette institution internationale dans un communiqué. L'objectif de cet événement organisé en partenariat avec le Fonds monétaire arabe (FMA), est de sensibiliser au rôle des paiements dématérialisés au service de la création d'emplois, de l'amélioration des services et du renforcement de l'inclusion des jeunes et des femmes.

Il s'adresse aux décideurs politiques, autorités de réglementation, représentants d'institutions financières régionales et fournisseurs de technologies financières (fintech), ainsi qu'aux entrepreneurs privés. L'institution internationale a souligné que "la pandémie de Covid-19 a démontré de manière spectaculaire, l'utilité des solutions numériques dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, depuis la côte Atlantique jusqu'au golfe d'Aden.

Avec le haut débit universel et bon marché, la généralisation des paiements dématérialisés est un levier essentiel de la transformation numérique et un moteur de la reprise économique".

Les experts de haut niveau réunis pour ce panel reviendront sur les stratégies ayant concouru à la réussite des initiatives d'administration numérique et des entreprises digitales.

Ils évoqueront, également, les mesures à prendre pour accélérer la conversion aux paiements numériques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, " pierre angulaire de la feuille de route de la transformation numérique de la région", selon la même source.

AFRIQUE

17 milliards de dollars pour améliorer la sécurité alimentaire

Une coalition de banques multilatérales de développement et de partenaires a promis un financement de plus de 17 milliards de dollars au total sur plusieurs années pour améliorer la sécurité alimentaire en Afrique, ont-elles indiqué vendredi.

Cette annonce de fonds a été faite à l'issue d'un événement en ligne de deux jours sur le thème "Nourrir l'Afrique", organisé par la Banque africaine de développement (BAD)

et le Fonds international de développement agricole des Nations unies (Fida). Pour leur part, 17 chefs d'Etat africains, qui participaient à la réunion, se sont engagés à doubler les niveaux de productivité de leur agriculture grâce aux technologies, aux investissements dans l'accès aux marchés et au développement de la recherche. Les différentes parties ont adopté un communiqué décrivant ces engagements à l'issue de cet

événement. Sur le montant total des promesses de fonds, plus de 10 milliards de dollars viennent de la Banque africaine de développement, présidée par Akinwumi Adesina. Elle compte ainsi investir 1,57 milliard de dollars dans le développement de dix produits de base prioritaires sélectionnés au cours des cinq prochaines années, afin d'aider les pays à atteindre l'autosuffisance. Un montant de 8,83 milliards de dollars sera en

outre consacré "à la création de chaînes de valeur solides" pour ces produits de base au cours des cinq prochaines années, selon le communiqué. De son côté, le Fida a l'intention de fournir 1,5 milliard de dollars supplémentaires à l'Afrique pour soutenir les efforts nationaux de transformation des systèmes alimentaires et agricoles au cours des trois prochaines années.

ORAN Ouverture prochaine d'un centre de tri de proximité à Haï Akid Lotfi

La direction de l'environnement de la wilaya d'Oran vient de lancer les travaux en vue de l'aménagement d'un centre de tri pour les déchets valorisables, au niveau du quartier commerçant de Haï Akid Lotfi, a-t-on appris lundi de cette administration. Ce centre de tri, deuxième au niveau du grand groupement d'Oran, après celui de M'dina J'dida, doit absorber un flux important de déchets, notamment le carton de cette zone et des zones avoisinantes, a précisé Mme Samira Dahou, directrice locale de l'environnement.

La wali d'Oran avait récemment donné l'instruction de mettre un terme au rejet anarchique du carton au niveau des boulevards commerçants qui défigure le paysage urbain, a expliqué la même responsable. La gestion de ce centre de tri s'étalant sur une superficie de 800 m², a été confiée à l'entreprise publique de gestion des centres d'enfouissement technique des déchets à Oran (EPIC CET Oran), également chargée de la gestion du centre de M'dina J'dida.

Rachid Hammiche, directeur de l'EPIC CET Oran, récemment installé, a expliqué que ce nouveau centre de tri permettra de mettre un terme au rejet anarchique du carton au niveau de certains quartiers connaissant une importante activité commerciale comme Akid Lotfi, Seddikia et El Yasmine.

Il a ajouté que l'aménagement du site a débuté, il y a quelques jours, alors que l'équipement du centre avec des presses à balle se fera dans une dizaine de jours, estimant que le site sera opérationnel dans une vingtaine de jours.

Le nouveau centre de tri effectuera des rotations pour collecter le carton.

Il sera également ouvert aux commerçants et aux citoyens, qui veulent déposer leurs déchets valorisables, (carton, plastique, papier, etc.), comme c'est le cas au centre de M'dina J'dida.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 3 morts et 190 blessés ces dernières 24 h

Trois (3) personnes sont mortes et 190 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué plusieurs interventions suite aux intempéries survenues dans des wilayas de l'Est, à savoir Batna, M'Sila et Bordj Bou Arreridj, qui ont permis le sauvetage des personnes coincées, le repêchage des corps emportés par les crues, ainsi que des opérations d'époussetage des eaux infiltrées à travers des habitations et édifices publics, note la même source. A ce propos, le communiqué a précisé que deux (2) personnes sont mortes emportées par les crues dans la commune Amdoukal (Batna) et une autre sauvée, ajoutant que des opérations d'époussetage des eaux pluviales ont été effectuées à travers plusieurs points de la commune d'El-Mtarfa Soumaa (M'Sila).

A Boussaâda, deux (2) personnes à bord d'un camion coincé par les eaux pluviales au lieu-dit la zone Moudjène, ont été sauvées, ajoute la même source qui fait état de l'effondrement d'un mur de clôture, sans faire de dégâts, dans la même commune.

Toujours à Boussaâda, les éléments de la Protection civile ont sauvé cinq (5) personnes à bord d'un camion bloqué par les eaux pluviales dans la zone Oued Zehani, et trois (3) autres dont le véhicule a été emporté par les eaux de Oued Doukhane, dans la commune de Ben Srouf.

A Bordj Bou Arreridj, les unités de la Protection civile ont mené des opérations d'époussetage des eaux pluviales à travers plusieurs points dans les communes de Takalite et de Ras El-Oued.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 90 opérations de sensibilisation à travers 13 wilayas (93 communes), pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique, ainsi que 109 opérations de désinfection générale à travers 10 wilayas (34 communes), indique le communiqué, notant que pour ces deux opérations 350 agents de la Protection civile, 64 ambulances et 31 engins d'incendie ont été mobilisés.

DGSN - PRESSE Les URS veillent à accomplir leurs missions "humanitaires et sécuritaires" en toute circonstance

Les Unités républicaines de sécurité (URS) veillent à accomplir leurs missions "humanitaires et sécuritaires" pour la préservation de l'ordre public et la protection des personnes et des biens, "en toute circonstance" et dans le cadre du respect des lois et des principes des droits de l'homme, selon les explications données par des responsables de différents services opérationnels lors d'une visite guidée des représentants des médias au siège de la direction des URS à Dar El Beida (Alger).

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai de chaque année, les représentants des médias se sont enquis, samedi, lors de cette visite organisée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), des différentes missions accomplies par les services de la DURS "en toute circonstance" et dans le cadre des lois et des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Il s'agit, entre autres missions, de "préserver la sécurité, rétablir l'ordre public et protéger les personnes et les biens", a-t-on expliqué.

Les URS veillent à s'acquitter "de missions humanitaires" en cas de catastrophes naturelles, d'intempéries et de circonstances exceptionnelles comme la pandémie du coronavirus", ainsi qu'à contribuer au contrôle des voies de communication, des ports, des sites stratégiques et à maintenir la quiétude et la sécurité publiques à travers l'ensemble du territoire national.

Etant une formation policière mobile et opérationnelle, ces unités disposent "de moyens efficaces pour rétablir l'ordre public et faciliter leurs tâches dans toutes les



circonstances", a tenu à préciser le Directeur des URS, le contrôleur de police M'hamed Bettache.

Protéger les personnes, prévenir contre toute forme d'atteinte à l'ordre public, garantir les droits des personnes et veiller à leur sécurité face aux troubles et protéger leurs biens publics et privés, émanent "de l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des lois de la République", a-t-il soutenu.

Parmi les principaux services dont disposent les URS pour l'accomplissement de leurs missions, le service central des activités pyrotech-

niques assurant des missions pluridisciplinaires, dont le déminage et de désamorçage, à travers l'utilisation de moyens d'intervention, de protection et de détection de haute technologie dénotant «l'attachement de la DGSN à protéger les citoyens et à assurer leur intégrité», a affirmé le chargé de la logistique au niveau de ce service, le commissaire de police, Renani Mohamed.

Ledit service comprend également une brigade cynophile dotée de chiens bien entraînés en matière de recherche de drogues et de produits explosifs, sollicitée aussi dans la recherche de

personnes ensevelies sous les décombres en cas de catastrophes naturelles, comme les séismes et les inondations. Le service médical compte parmi les services vitaux à la Direction des unités républicaines de sécurité.

Il veille à assurer les soins nécessaires aux citoyens et aux individus et à assurer leur évacuation via des ambulances équipées en matériel médical lors des différents événements, selon le chef de ce service, Yaakoubi Adelaie.

Dans le cadre de ses missions humanitaires, le service médical propose également ses services aux citoyens dans "les cas ordinaires", notamment dans les zones éloignées, les zones d'ombre et lors des catastrophes naturelles, a ajouté M. Yaakoubi, soulignant que le service "a été mobilisé dans le cadre de l'effort national de lutte et de prévention contre la pandémie du nouveau coronavirus".

Au terme de cette visite à laquelle ont pris part des membres des Scouts musulmans algériens (SMA) et des associations de la société civile, des exhibitions d'arts martiaux ont été présentés par la brigade de protection et d'intervention qui compte parmi ses éléments une élite d'athlètes en arts martiaux.

M'SILA 300 femmes aux foyers formées depuis 2020

Au total 300 femmes aux foyers ont été formées depuis janvier 2020 dans plusieurs spécialités au niveau des centres du secteur de la formation professionnelle résidentes dans les communes de Maadid et Zerzour dans la wilaya de M'sila, ont annoncé, dimanche les services de la wilaya. Cette formation qui s'inscrit dans le cadre d'une convention signée entre le secteur de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme et celui de la formation et de l'enseignement

professionnels a touché, la coiffure, la couture, la pâtisserie et l'informatique, ont expliqué les mêmes services, ajoutant que les concernées ont bénéficié de micros-crédits leur permettant de créer des activités commerciales.

Des journées de sensibilisation portant sur l'importance de la formation de la femme au foyer ont été organisées dans les communes de la wilaya pour inciter les femmes résidentes en milieu rural, notamment à s'orienter vers la forma-

tion, ont indiqué les services de la wilaya. Depuis 2001, les centres de formation professionnelle de la wilaya de M'sila ont formé 1.087 femmes aux foyers résidentes en milieu rural, a-t-on indiqué de même source. Trois (3) nouveaux centres de formation professionnelle seront ouverts dès "septembre prochain" dans les communes de M'sila, Ain Errich et de Maadid afin d'augmenter la capacité d'accueil du secteur, ont indiqué les services de la wilaya.

COVID-19 La Protection civile va intensifier ses actions de sensibilisation

Les services de la Protection civile vont intensifier, à travers une campagne qui sera lancée lundi, les actions de sensibilisation et de prévention dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus (Covid-19), suite à la hausse "importante" des cas de contamination enregistrés ces derniers jours, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

Suite à la "hausse importante" des cas de contamination avec une courbe haussière des cas de personnes contaminées par la Covid-19 enregistrée ces derniers jours, et afin de "contribuer efficacement" aux efforts de lutte contre la pandémie, les services de la Protection civile,

vont "intensifier" à partir de lundi ses actions de "sensibilisation et de prévention" portant sur la Covid-19 au profit des citoyens, précise le communiqué. Il s'agit notamment de "renforcer les actions de sensibilisation de proximité au niveau des communes en particulier les zones urbaines et les surfaces commerciales, et de collaborer avec les directions des Affaires religieuses, à travers la participation des imams dans les actions de sensibilisation".

Les mesures visent aussi à "intensifier les actions de sensibilisation et de prévention dans les établissements éducatifs, les centres de formation professionnelle, les universités et les résidences universi-

taires, d'utiliser les réseaux sociaux comme moyen pour véhiculer le message préventif contre la pandémie et d'intensifier les interventions sur les ondes de la radio nationale, à l'effet de sensibiliser les citoyens sur les risques de contamination".

Au cours de cette campagne, il sera également mis en exergue le rôle des citoyens pour "le respect et l'application rigoureuse" des mesures barrières contre la Covid-19, à savoir "le port de la bavette obligatoire, en particulier dans les places publiques, l'hygiène corporelle et la désinfection des lieux, la distanciation physique d'au moins d'un (1) mètre, ainsi que d'éviter les regroupements notam-

ment devant les locaux commerciaux et les places publiques", ajoute la même source.

Il est à rappeler que depuis le début de la pandémie, les services de la Protection civile ont effectué, "29.243 opérations d'information et de sensibilisation au profit des citoyens portant sur la pandémie du coronavirus, 32.029 opérations de désinfection générale sur plusieurs installations et structures publiques et privés, en particulier les établissements hospitaliers s, les maisons de vieillesse, les pouponnières et les bureaux de poste, afin de limiter la propagation de la pandémie", conclut le communiqué.

BANGLADESH

25 morts dans une collision de bateaux

Au moins 25 personnes ont trouvé la mort lundi matin dans une collision entre deux bateaux sur un fleuve dans le centre du Bangladesh, selon la police.

"Nous avons secouru cinq personnes et récupéré 25 corps", a déclaré le chef de la police locale, Miraz Hossain, après la collision entre un bateau transportant au moins 30 passagers et une barge chargée de sable sur le fleuve Padma, près de la ville de Shibchar. Les pompiers et la population locale poursuivaient les opérations de sauvetage, alors que d'autres personnes sont portées disparues, selon un autre policier.



CÔTE D'IVOIRE

17 morts dans une collision entre un camion et un minibus

Dix-sept personnes ont été tuées et 14 autres blessées dimanche lors de la collision entre un camion et un minibus au centre de la Côte d'Ivoire, a indiqué une source sécuritaire.

Selon la source, un camion de transport de marchandises a percuté un minibus dimanche après-midi sur l'axe Bouaké-Katiola au centre du

pays, causant un violent télescopage. Le minibus s'est quasiment disloqué après le choc et plusieurs passagers sont restés coincés dans la ferraille, a précisé le Groupement des Sapeurs Pompiers Militaires (GSPM), ajoutant que les secours ont dû utiliser de grands moyens pour retirer les corps des épaves et ont évacué les blessés

dans les centres médicaux. Les raisons de ce grave accident ne sont pas encore connues.

La Côte d'Ivoire enregistre, chaque année, environ 6.000 accidents de la circulation qui occasionnent quelque 600 morts et plus de 13.000 blessés, selon des chiffres avancés par l'Office national de sécurité routière (OSER).

USA - MEXIQUE

Naufrage d'un bateau de passeurs en Californie : 3 morts, 27 blessés

Un bateau surpeuplé transportant vraisemblablement des migrants clandestins a fait naufrage dimanche sur la côte de la Californie, près de la frontière mexicaine, faisant trois morts et 27 blessés, selon les autorités.

Le bateau de douze mètres de long s'est désintégré en s'écrasant dimanche matin contre le

rivage près de San Diego, les occupants étant contraints de sauter à l'eau pour tenter de sauver leurs vies, selon des vidéos de témoins.

"C'était une embarcation de passeurs" qui tentait vraisemblablement d'introduire des migrants clandestins aux Etats-Unis, a indiqué Jeffrey Stephenson, porte-parole

des gardes-frontières américains, ajoutant qu'un homme soupçonné d'être le pilote du bateau était en cours d'interrogatoire.

"Les passeurs ne se soucient pas des personnes qu'ils exploitent. Tout ce qui les intéresse, c'est le profit.

Les équipements de sécurité étaient inadéquats et de toute évidence le

bateau était fortement surpeuplé", a-t-il ajouté. Les 27 survivants ont été hospitalisés avec des blessures de gravité diverse, ont indiqué les pompiers de San Diego.

Les Etats-Unis font face à un pic des traversées illégales à leur frontière avec le Mexique, avec 172.000 arrestations en mars, un niveau inédit depuis quinze ans.

LIBAN

Les acteurs du trafic de stupéfiants vers l'Arabie saoudite identifiés

Le ministre libanais de l'Intérieur par intérim, Mohammad Fahmi, a déclaré dimanche que le Liban avait identifié les individus impliqués dans le trafic de pilules de Captagon vers l'Arabie saoudite, a rapporté le site d'information local Elnashra. "Le gouvernement suit cette affaire et le Liban prendra les mesures nécessaires à l'encontre des individus impliqués dans cet incident", a indiqué M. Fahmi lors de sa visite à Bekaa, une zone proche de

la frontière. Selon lui, le Liban prendra de strictes mesures afin de contrôler l'ensemble de ses frontières et empêcher que des incidents similaires ne se reproduisent.

"Aucun pays ne peut imposer un contrôle à 100% de ses frontières mais nous avons commencé à prendre de sérieuses mesures à cet égard", a ajouté M. Fahmi. Le ministre a également appelé tous les Libanais à faire part de toute information concernant le trafic

de stupéfiants et à renforcer leur coopération à la lutte contre de telles pratiques.

Les autorités saoudiennes ont décidé fin avril d'empêcher l'entrée sur son territoire de produits agricoles libanais, après qu'une douane saoudienne est parvenue à déjouer une tentative d'importation illégale de plus de cinq millions de pilules narcotiques Captagon en provenance du Liban au port de Djeddah.

AFRIQUE DU SUD

Interdiction de l'élevage de lions en captivité pour la chasse

L'Afrique du Sud a annoncé dimanche son intention d'interdire l'élevage de lions en captivité, que ce soit aux fins de chasse ou pour permettre aux touristes de caresser des lionceaux, afin de promouvoir une image plus "authentique" du pays.

Cette décision a été prise conformément aux recommandations d'une commission chargée par le gouvernement de se pencher sur les règles encadrant la chasse, le commerce et la captivité des lions, éléphants, rhinocéros et léopards. La commission dit que "nous devons cesser et faire marche arrière sur la domestication et l'élevage en captivité des lions", a indiqué le ministre sud-africain de l'Environnement Barbara Creecy lors d'une conférence de presse. "Nous ne voulons plus d'élevage en captivité, de chasse (d'animaux élevés) en captivité, de cailinerie (de

lionceaux) en captivité, d'utilisation de lions en captivité", a poursuivi le ministre, précisant que la commission demandait que la mesure soit "prise immédiatement pour faire cesser les interactions entre les touristes et les lions en captivité". La décision, qui doit encore être traduite dans une loi, va probablement susciter l'opposition du très lucratif secteur de l'élevage des lions. En Afrique du Sud, de 8.000 à 12.000 lions sont élevés dans quelque 350 fermes pour la chasse en enclos, le commerce des os, le tourisme ou les recherches scientifiques, selon les estimations d'associations. Quelque 3.500 lions seulement vivent à l'état sauvage dans le pays, selon l'ONG Endangered Wildlife Trust, basée en Afrique du Sud. La chasse de lions élevés en captivité est depuis longtemps un sujet controversé en Afrique du Sud et des cam-

pagnes pour interdire l'importation des trophées de lions élevés en captivité ont recueilli ces dernières années un soutien croissant aux Etats-Unis, en Australie et dans plusieurs pays d'Europe. "La chasse légale et encadrée d'espèces emblématiques permise par le cadre réglementaire continuera d'être autorisée", a souligné le ministre. L'intention est de s'assurer que les touristes intéressés par "la chasse authentique aux animaux sauvages" ne vont "pas chasser des animaux qui ont été sortis d'une cage", a-t-elle expliqué. L'ONG internationale World Animal Protection a salué une décision "courageuse". "C'est une victoire pour la faune sauvage", qui va permettre que "les lions restent dans le milieu auquel ils appartiennent à la nature", a estimé Edith Kabesime, chargée de campagne Afrique de l'ONG. La commission a égale-

ment recommandé la suppression progressive de l'élevage en captivité des rhinocéros, et d'étudier les options sur la future utilisation des stocks de cornes de rhinocéros, dont le commerce fait l'objet d'un moratoire depuis 1977. La corne de rhinocéros est prise en Asie pour ses prétendues vertus thérapeutiques, et le braconnage décime l'espèce. L'Afrique du Sud abrite environ 80% de la population mondiale des rhinocéros et plus de 300 éleveurs de rhinocéros. Vice-président de l'Association des chasseurs professionnels d'Afrique du Sud et membre d'une association des propriétaires de rhinocéros, Barry York a estimé que ces recommandations n'aideraient pas à sauver les animaux, mais "mènent à la destruction et l'éradication de nos espèces", à leur "extinction".

FRANCE

Trois morts dans une avalanche dans les Hautes-Alpes

Trois personnes ont péri lundi suite à une avalanche survenue dans les Hautes-Alpes, département situé dans le sud-est de la France, rapportent les médias locaux. Le drame s'est produit dans le secteur de la Grande Ruine de Villard d'Arène, dans un couloir à proximité d'un refuge à 3.169 mètres d'altitude, selon l'unité de montagne de la Gendarmerie nationale (PGHM) de Briançon, citée par la presse. Un hélicoptère, des gendarmes secouristes, un médecin du SMUR et une équipe cynophile ont été mobilisés pour rechercher les trois personnes qui ont été emportées dans la coulée. Les circonstances de l'accident et l'identité des victimes sont encore inconnues, selon les mêmes sources. Les départements des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence sont actuellement placés en vigilance jaune avalanche par Météo France.

FRANCE

Une baleine grise égarée observée pour la première fois en Méditerranée

Une baleine grise égarée loin du Pacifique, a été observée pour la première fois ces derniers jours le long des côtes de la Méditerranée française, a indiqué dimanche le Réseau national échouages de mammifères marins.

Il s'agit d'un baleineau âgé d'une quinzaine de mois environ et mesurant 8 mètres, qui avait déjà été observé début mars et en Italie ces dernières semaines, à Naples, puis Rome et Gênes. Selon toute vraisemblance, il s'est égaré en Méditerranée, une mer dont il tente de ressortir pour regagner son habitat naturel situé dans le Pacifique nord. "Un spécimen avait déjà été observé en 2010 en Méditerranée, à deux reprises, mais en Espagne, c'est une première pour nos côtes françaises", a indiqué Adrien Gannier, vétérinaire et membre de ce réseau, qui a lui-même observé cette jeune baleine vendredi au large de Bormes-les-Mimosas (sud-est de la France). La présence de cette espèce de baleine dans de telles eaux est tout à fait inhabituelle car sa population vit en grande majorité entre la Basse-Californie l'hiver et l'Alaska l'été. "Il est possible que cette baleine, née en Californie, se soit perdue en mer de Beaufort lors de sa première saison de nourrissage et qu'au lieu de redescendre vers le Pacifique, elle ait emprunté l'Atlantique avant de se retrouver piégée en Méditerranée", explique Adrien Gannier, qui fait également partie du Groupe de recherches sur le cétacé (Grec), une association basée à Antibes. Observée d'abord à Antibes puis à Mandelieu-La Napoule jeudi, dans les Alpes-Maritimes, elle avait ensuite été vue dans le port de Bormes-les-Mimosas vendredi, d'où les autorités portuaires ont réussi à la faire repartir vers le large. "Nous l'avons alors accompagnée dans son trajet vers l'ouest et laissée à une mille nautique du cap Bénat", raconte Adrien Gannier, qui espère que le baleineau va continuer sa route vers le golfe du Lion puis les côtes espagnoles avant de ressortir de la Méditerranée à Gibraltar et remonter ensuite l'Atlantique. "Elle semble en assez bonne santé mais amaigrie car son mode de nourrissage ne convient pas à la Méditerranée", explique ce vétérinaire.

Cet animal se nourrit en effet d'invertébrés présents dans le sable vaseux, ce qui est rare dans la région.

ILLIZI

Vaste campagne de lutte contre la Covid-19

Une campagne d'envergure de lutte et de prévention contre la propagation de la pandémie du Coronavirus a été lancée dans la nuit du vendredi à samedi dans la wilaya d'Illizi suite à la recrudescence des cas d'atteinte à l'échelle nationale.

Lancée par le wali d'Illizi, Mustapha Aghamir, cette action est menée avec le concours d'associations, d'acteurs de la société civile, d'organismes, de la protection civile, les Scouts musulmans algériens (SMA), de l'Office national d'assainissement ainsi que divers secteurs, dont celui de l'environnement et du commerce, accompagnés par les services de sécurité.

La campagne de nettoyage et désinfection cible différents quartiers et cités, des places et lieux publics, des entreprises et espaces d'accueil des citoyens, dont les mosquées, les établissements pédagogiques, les centres d'Algérie-Poste à la faveur de la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires disponibles.

Aussi, des opérations de sensibilisation sur le nécessaire respect des mesures préventives, notamment le port des moyens de protection et la distanciation physique, et de distribution de lots de bavettes ont été menés au profit des citoyens, a-t-on ajouté.

La redynamisation du volet préventif intervient suite au relâchement constaté chez les citoyens quant au respect des mesures préventives contre la propagation de la pandémie, ainsi que la hausse des cas d'atteinte de nouvelles variantes du virus.

SÉTIF

Plus de 500 lits réservés aux malades de la Covid-19

La wilaya de Sétif a réservé 507 lits dans les hôpitaux pour la prise en charge des cas confirmés de la Covid-19, a indiqué le directeur local de la santé et de la population (DSP), Abdelhakim Dehane.

M. Dehane a affirmé que "120 lits sur ce nombre global sont actuellement exploités", précisant, dans une émission diffusée mercredi soir sur les ondes de Radio Sétif, que 131 malades atteints de la Covid-19 sont pris en charge dans les hôpitaux de la wilaya, dont 11 cas "critiques" admis dans les services de réanimation.

Il a, en outre, assuré que la wilaya "n'a pas enregistré de cas de nouveaux variants de la covid-19", soulignant que "la situation épidémiologique dans la région n'est pas grave, mais elle peut le devenir si les mesures de prévention recommandées ne sont pas respectées".

Le directeur local de la santé a également rappelé que le taux de disponibilité de l'oxygène dans les hôpitaux de la wilaya est "satisfaisant" et qu'aucun manque n'est relevé au niveau du CHU Mohamed Abdennour Saâdna, notamment après le renforcement du réseau d'approvisionnement en oxygène des deux hôpitaux de Ain Oul mène et Bougaa par une quantité estimée à 20.000 litres supplémentaires.

Il a également fait savoir que l'hôpital de Béni Ourtilane a bénéficié d'un réservoir d'une capacité de 6.000 litres d'oxygène grâce à des associations actives dans le domaine, alors que les hôpitaux d'El Eulma et Ain Kébir disposent chacun de 13.000 litres.

M. Dehane a assuré, d'autre part, que 9.000 citoyens ont reçu jusqu'à présent le vaccin contre la Covid-19, assurant que la vaccination se poursuit à travers l'ensemble des communes de la wilaya dans de bonnes conditions.

Il a également rappelé que les chiffres des cas de contaminations par la Covid-19 enregistrés dernièrement par les hôpitaux de Sétif, Ain Oulmène et El Eulma incitent à davantage de vigilance sur les citoyens en respectant notamment les mesures de prévention dont le port de masques de protection, la distanciation sociale et la désinfection.

Dans ce cadre, il a été procédé à la relance des comités sécuritaires à travers les dairas et les secteurs sanitaires en vue d'intensifier les actions de sensibilisation en direction des citoyens, les exhortant à respecter les mesures préventives dans les espaces publics et les marchés, notamment durant le Ramadan, a ajouté le même responsable. Il a également appelé les citoyens à faire preuve de responsabilité en respectant les mesures préventives et le protocole sanitaire tout en évitant les regroupements.

BILAN CORONAVIRUS

195 nouveaux cas, 136 guérisons et 10 décès

Cent quatre-vingt-quinze (195) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 136 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique lundi un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 122.717 dont les 195 nouveaux cas, celui des décès à 3.280 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 85.534 cas, précise le communiqué. Par ailleurs, 26 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 23 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 16 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 9 wilayas ont recensé plus de 10 cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



RÉFORME HOSPITALIÈRE

M. Tebboune ordonne la définition d'un calendrier clair pour la mise en œuvre du projet

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné dimanche la définition "clair" pour la mise en œuvre du projet de réforme hospitalière, soulignant "la révision impérative de l'organisation des Urgences et autres services hospitaliers pour améliorer la relation du citoyen avec l'Hôpital", a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

Lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, le Secrétaire d'Etat chargé de la Réforme hospitalière a présenté un exposé sur le cadre conceptuel et mode opératoire de la mise en œuvre du projet



de Réforme hospitalière, suite à quoi le président de la République a ordonné "la définition d'un calendrier clair pour la mise en œuvre du projet de

Il a en outre ordonné l'ouverture du dialogue avec les différents partenaires sociaux dans le secteur de la Santé pour l'examen de la situation socio-professionnelle des personnels" et "la mise en place d'une approche prenant en compte l'efficacité du Service civil en vue de l'encouragement des compétences nationales et de la protection de la Santé publique".

Le président de la République a également saisi l'occasion pour se féliciter de la performance du système de santé face à la Covid-19, saluant à ce propos tous les personnels du secteur.

ORAN

Près de 14.600 personnes inscrites pour la vaccination anti-covid19 (DSP)

Près de 14.600 personnes sont actuellement inscrites dans la wilaya d'Oran pour recevoir le vaccin anti-covid19, a-t-on appris lundi du chargé de communication de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

"Au total, 14.590 personnes sont portées sur les listes pour se faire vacciner contre la Covi-19 par le biais des deux moyens disponibles : l'inscription dans les polycliniques et des centres de vaccination ou via la plateforme numérique dédiée à cette opération", a précisé Youcef Boukhari à l'APS. A ce titre, 9.833 demandes sont enregistrées jusqu'à hier (dimanche), dans les registres des centres de vaccination anti-covid19, des différentes polycliniques de la wilaya, tandis que 4.757 autres ont été faites par le biais de la plateforme numérique. Pour ce qui est de vaccination, "plus de 13.000 personnes, entre personnels médical et paramédical et citoyens, ont été vaccinées depuis le lancement de la campagne de vaccina-

tion en février dernier", a souligné le même responsable. Il est à rappeler que 39 centres de vaccination sont impliqués dans l'opération de vaccination parmi 54 centres existants à Oran. S'agissant du nouveau quota de la wilaya en matière de vaccins anti-covid-19, Dr Boukhari a souligné que "ce quota n'a pas encore été livré car, les autorités sanitaires attendent que les autres wilayas épuisent leurs quotas avant d'effectuer la livraison, probablement dans les prochains jours".

TÉBESSA

Plus de 3.900 citoyens vaccinés contre la Covid-19

Au total, 3.914 citoyens ont été vaccinés contre la Covid-19 dans la wilaya de Tébessa depuis le début de la campagne, début février 2021, a indiqué jeudi le directeur local de la santé (DSP), Saïd Belaid.

Dans une déclaration à l'APS, ce responsable a précisé que les citoyens ont reçu des doses de vaccin Sputnik V et Astra Zeneca, faisant remarquer qu'"aucun effet secondaire n'a été signalé".

Une affluente "remarquable" de citoyens pour s'inscrire sur la plateforme électronique et se faire vacciner a été enre-

gistrée, a ajouté M. Belaid, soulignant que cela permet de déterminer les doses nécessaires à la wilaya pour vacciner les personnes âgées et les malades chroniques. Il a également souligné que des caravanes sont organisées pour sillonner les régions enclavées et les zones d'ombre pour se rapprocher des citoyens et les vacciner contre ce virus.

Un point de vaccination et de sensibilisation a été également créé au niveau de la "mosquée pôle Cheikh Larbi Tébessi" de Tébessa, pour vacciner les citoyens et les sensi-

liser quant à la nécessité de respecter le protocole sanitaire. S'agissant de la situation épidémiologique, le DSP a révélé que celle-ci est "inquiétante" du fait du recensement des cas confirmés de contaminations par le coronavirus, de malades admis en réanimation et de décès, notamment depuis l'apparition de nouveaux variants et le non-respect des mesures préventives.

Le même responsable a fait savoir, dans ce contexte, que 85 cas confirmés de contaminations par les nouveaux variants ont été enregistrés depuis

début avril, avec une moyenne de 4 à 5 cas par jour, soulignant que la propagation est principalement enregistrée au niveau de 10 communes notamment Tébessa, Ouenza, Boukhadra et Bir El-Ater.

S'agissant des cas critiques, le DSP a indiqué qu'ils sont pris en charge au niveau de l'hôpital de référence Bouguerra Boulaâres à Bekkaria, tandis que les consultations et les soins médicaux sont effectués au niveau des unités de dépistage de Chréa, Aouinet, Bir El-Ater et Ouenza.

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 3.203.937 morts

Le Covid-19 a fait au moins 3.203.937 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé lundi par des sources officielles.

Plus de 152.737.970 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de dimanche, 10.160 nouveaux décès et 705.957 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 3.417 nouveaux morts, le Brésil (1.202) et la Colombie (485). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 577.045 décès pour 32.421.713 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus



touchés sont le Brésil avec 407.639 morts et 14.754.910 cas, l'Inde avec 218.959 morts (19.925.604 cas), le Mexique avec 217.233 morts (2.348.873 cas), et le Royaume-Uni avec 127.538 morts (4.420.201 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Hongrie est celui qui déplore

le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 288 décès pour 100.000 habitants, suivi par la République tchèque (274), la Bosnie (261), le Monténégro (240) et la Macédoine du Nord (237).

L'Europe totalisait 1.073.784 décès pour

50.653.202 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 926.976 décès (29.048.161 cas), les Etats-Unis et le Canada 601.341 décès (33.653.917 cas), l'Asie 347.207 décès (26.911.396 cas), le Moyen-Orient 131.278 décès (7.853.026 cas), l'Afrique 122.298 décès (4.574.828 cas), et l'Océanie 1.053 décès (43.446 cas).

Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du total réel de contaminations, une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques restant toujours non détectée.

INDE

Le bilan avoisine les 20 millions de cas, et l'oxygène manque toujours

Le nombre de cas de Covid-19 en Inde depuis le début de la pandémie avoisinait les 20 millions lundi, alors que les hôpitaux saturés et à court d'oxygène peinaient toujours à sauver des malades, malgré l'aide des autorités et de l'étranger. Selon les chiffres du ministère de la Santé lundi, 370.000 nouvelles contaminations et 3.400 décès ont été recensés ces dernières 24 heures.

L'Inde compte au total 19,9 millions de cas de Covid et 219.000 décès. Un bilan très élevé mais per capita, il reste bien inférieur à celui du Brésil ou des Etats-Unis. Le pays de 1,3 milliard d'habitants, confronté à une deuxième vague épidémique d'une grande virulence, a recensé huit millions de nouvelles contaminations depuis la fin mars, selon les données officielles que nombre de spécialistes croient être largement sous-estimées. Le système de santé, en manque de moyens et pas préparé à une telle situation, est confronté à de graves pénu-

ries de places, de médicaments et d'oxygène. Selon des informations de presse, 24 personnes sont mortes faute d'oxygène, dans un hôpital de l'Etat méridional du Karnataka, près de Bangalore, dimanche dans la nuit.

L'administration du district a toutefois démenti qu'une pénurie ait été à l'origine de ces décès. Samedi, douze personnes sont décédées dans un hôpital qui avait épuisé ses réserves d'oxygène dans la capitale New Delhi, selon la presse locale. Nombre d'hôpitaux lancent des appels, notamment sur les réseaux sociaux, pour être approvisionnés d'urgence en oxygène.

Une clinique pour enfants à Delhi s'est alarmée de sa pénurie d'oxygène, où quelque 25 à 30 nouveau-nés et enfants malades risquaient de mourir, toujours selon la presse locale. "L'oxygène est fondamentalement pour un hôpital et l'approvisionnement régulier n'est pas assuré. Nous luttons constamment contre le

pire", a déclaré le Dr Dinesh, directeur de l'hôpital pour enfants Madhukar Rainbow, cité par le quotidien Indian Express. Les autorités fédérales et des Etats s'efforcent de chercher de l'oxygène pour approvisionner les hôpitaux.

L'industrie est mise à contribution, des convois ferroviaires spéciaux, "Oxygen Express", assurent la distribution. L'aide étrangère a également afflué ces derniers jours. Des usines à oxygène sont arrivées de France dimanche et des respirateurs d'Allemagne samedi. Le gouvernement britannique a annoncé dimanche son intention d'envoyer mille respirateurs supplémentaires en Inde, en plus des concentrateurs d'oxygène et des respirateurs déjà livrés.

Accentuant sa pression sur le Premier ministre Narendra Modi, la Cour suprême a ordonné dimanche à son gouvernement de pourvoir Delhi en réserves d'oxygène avant minuit (18h30 GMT) lundi.

ETATS-UNIS

La bataille pour vacciner les réticents ne fait que commencer

Exit les grands stades, bonjour les cliniques mobiles: aux Etats-Unis, après des niveaux de vaccination record, le nombre quotidien de personnes recevant une dose anti-Covid est en forte baisse, obligeant les autorités à revoir leur stratégie pour parvenir à atteindre les indifférents et les sceptiques. La campagne de vaccination a jusqu'ici été menée tambour battant. Tous ceux en âge d'être vaccinés sont désormais éligibles dans le pays, où quelque 55% des adultes ont reçu au moins une dose. Mais un nouveau défi se pose aujourd'hui: vacciner l'autre moitié. Une nécessité pour pouvoir espérer atteindre l'immunité collective susceptible de mettre un terme à l'épidé-

mie. Or, après un pic début avril, le rythme des vaccinations quotidiennes a ralenti de manière significative au niveau national. Les enthousiastes, ceux qui attendaient le vaccin de pied ferme, ont déjà remonté leurs manches pour la piqûre. Restent les autres. Au Texas, grand Etat du sud des Etats-Unis, le rythme des injections est ainsi en chute libre. Un grand site fédéral de vaccination à Arlington, entre Dallas et Fort Worth, a fini par fermer ses portes mi-avril, faute de demande suffisante.

Pour tenter d'inciter la population, le NRG Stadium de Houston et le Fair Park de Dallas, deux "vaccinodromes" également appuyés par l'Etat fédéral, ont arrêté d'exiger

des rendez-vous. Des horaires plus tardifs sont aussi proposés pour les personnes qui travaillent le soir: à Houston, le site ne ferme plus à 17h00 mais 21h00.

Les Texans s'y font vacciner en quelques minutes, sans sortir de leur voiture. Malgré cela, plus de la moitié des doses du NRG Stadium ne trouvent pas preneur.

"Nous avons une capacité d'environ 6.000 personnes (par jour) et nous avons même été jusqu'à 7.000.

Aujourd'hui, les chiffres ont plongé à 2.500 en moyenne", explique Martha Marquez, responsable communication du département de Santé du comté de Harris.

"Une baisse considérable."

ROYAUME UNI

Londres envisage de remplacer la quarantaine des cas contacts par des tests quotidiens

Des tests immuno-chromatographiques quotidiens de dépistage de la COVID-19 pourraient être mis en place pour éviter que les personnes ayant été en contact avec des cas positifs ne soient contraintes de s'isoler à domicile, ont rapporté dimanche les médias britanniques.

A l'heure actuelle, ces personnes sont obligées de rester 10 jours chez elles en quarantaine, une mesure qui pourrait être abandonnée si l'essai mené en Angleterre

consistant à faire passer chaque jour des tests immuno-chromatographiques à 40.000 personnes se révélait concluant, selon Sky News.

"Ce nouvel essai pourrait contribuer à faire pencher la balance à notre avantage en offrant une alternative viable à l'auto-isolément pour les personnes qui ont été en contact avec des cas positifs de COVID-19, une alternative qui permettrait aux gens de continuer à travailler et vivre leur

vie", a expliqué le ministre britannique de la Santé Matt Hancock.

Cet essai commencera le 9 mai.

Les contacts proches de personnes infectées par le coronavirus seront joints par téléphone et, s'ils souhaitent participer à l'étude, ils recevront un kit de tests pour sept jours.

Ils devront se tester eux-mêmes tous les matins pendant sept jours et seront exemptés de la règle d'isolement chaque

UNION EUROPÉENNE Bruxelles propose de permettre l'entrée dans l'UE aux voyageurs vaccinés de pays tiers

La Commission européenne a proposé lundi de permettre l'entrée dans l'UE aux voyageurs en provenance de pays tiers ayant reçu les doses nécessaires de vaccins anti-Covid autorisés au niveau européen, selon un communiqué.

"La Commission propose (aux Etats membres) de permettre l'entrée dans l'UE pour des motifs non essentiels, non seulement aux personnes venant de pays dont la situation épidémiologique est bonne, mais aussi aux personnes qui ont reçu la dernière dose recommandée d'un vaccin autorisé dans l'UE", précise le texte.

Les voyageurs devraient avoir reçu ce vaccin au moins 14 jours avant leur arrivée.

Les Etats membres pourraient étendre cette autorisation aux personnes ayant reçu un vaccin concerné par une homologation en urgence de l'OMS, est-il précisé.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen avait estimé il y a une semaine que les touristes américains vaccinés devaient pouvoir être autorisés à venir dans l'UE dans les prochains mois.

L'UE prépare la mise en place d'un certificat sanitaire européen, qu'elle souhaite opérationnel avant la fin juin.

D'ici là, les Etats membres devraient pouvoir accepter des certificats émis par des pays extérieurs à l'UE, indique le texte.

L'UE a fermé ses frontières extérieures en mars 2020 pour les voyages "non essentiels" et établi à partir de juin une liste restreinte, révisée régulièrement, de pays tiers dont les résidents peuvent entrer dans l'Union.

Depuis fin janvier, les pays de cette liste sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Rwanda, Singapour, la Corée du Sud, la Thaïlande (et la Chine sous réserve de réciprocité).

La Commission propose d'élargir cette liste, en assouplissant le critère du taux d'incidence sur 14 jours, qui serait relevé de 25 à 100 (pour 100.000 habitants), ce qui reste nettement en dessous de la moyenne dans l'UE, actuellement de plus de 420, est-il souligné.

Un mécanisme est toutefois prévu pour suspendre rapidement les arrivées dans le cas où la situation épidémiologique d'un pays se détériore notamment en raison d'un variant.

La proposition doit désormais être soumise aux Etats membres. Les ambassadeurs des 27 doivent l'examiner mercredi.

VITAMINE E

SES EFFETS DÉPENDENT DU MODE DE VIE

La vitamine E est parfois prescrite pour améliorer le système immunitaire. Cependant, elle peut augmenter ou diminuer le risque de pneumonie, selon le niveau d'activité et les habitudes en termes de tabac du patient.

Imaginez que manger des légumes soit bons pour les personnes qui font du sport et mauvais pour les autres, ou bien encore qu'un médicament soit nocif chez les adeptes du tabac mais bénéfique chez les non-fumeurs. Improbable ? Pas tant que ça. En tout cas pour ce qui est de la vitamine E.

Ce nutriment est souvent prescrit dans le but de booster le système immunitaire. Mais ses effets ne sont pas les mêmes pour toute la population. C'est la conclusion d'une étude parue dans *British Journal of Nutrition* qui a analysé les effets de cette vitamine chez des personnes aux modes de vie très différents.

LES FUMEURS SÉDENTAIRES PLUS À RISQUE

Parmi les 29 000 Finlandais âgés de 50 à 69 ans au début de l'étude, 898 ont déclaré une pneumonie entre 1985 et 1993. Certains ont pris de la vitamine E, mais l'effet obtenu n'est pas le même chez tout le monde. Les hommes âgés qui fument et ne font pas de sport ont ainsi un risque supérieur de 68% de faire une pneumonie. Or, l'effet s'inverse totalement chez les hommes âgés actifs et non-fu-



meurs : le risque décroît de 69%.

Selon les auteurs de l'étude, les résultats indiquent clairement qu'il ne faut pas déduire les effets d'une

molécule sur la population générale, mais qu'au contraire, il est bon de les analyser par groupes homogènes. Le Docteur Harri Hemilä, de

l'université d'Helsinki en Finlande, recommande ainsi de ne pas prescrire de la vitamine E systématiquement. Selon lui, des études sur

les non-fumeurs actifs sont maintenant nécessaires pour déterminer pour déterminer avec précision les bénéfices de la vitamine E.

GROSSESSE : UNE ALIMENTATION RICHE EN VITAMINE E PROTÈGE LES BÉBÉS

La vitamine E est essentielle au cours de la grossesse pour le développement de l'enfant, selon une nouvelle étude scientifique américaine. Une carence en vitamine E favoriserait les retards de croissance des fœtus et des enfants et augmenterait les risques de démenace plus tard. Pour bien grandir et réduire les risques de développer des maladies neurodégénératives à l'âge adulte, le fœtus a besoin d'être alimenté en vitamine E pendant les 1000 premiers jours de la grossesse, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Advances in Nutrition*.

La vitamine E est un antioxydant qui protège les cellules des radicaux libres. On la trouve principalement dans les matières grasses végétales (huiles et margarine, graines de tournesol, amandes, noisettes et autres fruits à coques, céréales de son, arachides, avocat...). Les apports recommandés en vitamine E sont de 15 milligrammes par jour. Pourtant la majorité de la population (90% des hommes et 96% des femmes)

n'en consomment pas assez.

De précédentes études scientifiques avaient déjà montré qu'une carence en vitamine E était associée à un risque plus élevé de maladies cardiovasculaires, et que cet antioxydant protégerait du déclin cognitif, de la cataracte et des maladies rhumatismales. Les chercheurs de l'Oregon State University (États-Unis) ont réalisé une méta-analyse sur les effets sur la santé de la vitamine E. Les résultats de leurs recherches révèlent que la carence en vitamine E augmente les infections chez les bébés, l'anémie, les troubles neurologiques, les faiblesses musculaires et les risques de cardiomyopathie (maladie du muscle cardiaque). Si une alimentation riche en vitamine E n'empêche pas le développement de la maladie d'Alzheimer, elle permet de retarder les signes du déclin cognitif ainsi que l'apparition de la maladie. Elle serait aussi essentielle au développement du système nerveux de l'embryon. « La vitamine E est essentielle, durant cette « fenêtre » des



1.000 jours qui suivent la conception, pour le développement du cerveau. Et elle est particulièrement

importante pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 2 ans, pour les femmes enceintes et allaitantes, et

enfin, pour les personnes âgées » rappelle le Dr Maret Traber, professeur à l'Oregon State University.

Alzheimer : la vitamine E pourrait ralentir la maladie

Une supplémentation en vitamine E pourrait aider à retarder le développement de la maladie d'Alzheimer chez les personnes atteintes d'une forme légère à modérée de cette pathologie. Et si la vitamine E était la clé pour garder son autonomie plus longtemps quand on souffre de la maladie d'Alzheimer ? L'expérience réalisée par des chercheurs américains du Minneapolis VA Health Care System apporte une piste supplémentaire à explorer pour retarder cette maladie neurodégénérative.

Les scientifiques ont voulu évaluer l'impact que pouvait avoir la vitamine E, la mémanine (déjà utilisée dans le traitement des formes modérées à sévères de la démence) et aussi ces deux substances combinées, sur la progression de la maladie d'Alzheimer.

L'essai mené sur 313 patients s'est avéré concluant pour la vitamine E. Après un suivi de plus de deux ans, l'équipe de scientifiques dirigée par Maurice Dysken s'est aperçue que seule la vitamine E a permis de ralentir le développement de la maladie. La vitamine E est réputée pour son action antioxydante qui protège les cellules des radicaux libres. On la trouve principalement dans les matières grasses végétales (huiles et margarines, graines de tournesol, amandes, noisettes et autres fruits à coques, céréales de son, archiches, avocat.

Un gain de six mois. Le déclin fonctionnel des patients atteints d'une forme modérée de la maladie d'Alzheimer a été freiné de six mois, soit une baisse de 1,9% par an. Cette différence entre les patients ayant pris de la vitamine E et les autres équivalait à la capacité à s'habiller ou se laver seul, estime l'étude.

Autrement dit, le malade maintient son autonomie un peu plus longtemps. Le malade nécessiterait alors moins d'accompagnement par un aidant (2 heures en moins par jour).

"Ce n'est pas un miracle, ou même une cure, a précisé le Dr Maurice Dysken, auteur de l'étude, publiée dans la revue scientifique Journal of the American Medical Association (JAMA). Le mieux que l'on puisse faire, en ce moment, c'est de ralentir la progression".

En France, 860 000 personnes souffrent de démence de type Alzheimer.

Illustration : P. G. / Contrasto / Getty Images

QUELS ALIMENTS CONTIENNENT LE PLUS DE CE PUISSANT ANTIOXYDANT ?

La vitamine E est un puissant antioxydant. Vous la trouvez dans les produits végétaux, notamment les huiles.

La vitamine E regroupe un ensemble de huit antioxydants : quatre tocophérols et quatre tocotriénols. La vitamine E ou tocophérol est une vitamine liposoluble. Les vitamines liposolubles (A, D, E, K) sont absorbées avec les graisses alimentaires et sont stockées dans l'organisme.

La vitamine E a de nombreuses fonctions. La vitamine E protège l'organisme des effets néfastes des radicaux libres. Son action antioxydante est renforcée par le sélénium et elle protège les autres antioxydants comme les vitamines A et vitamine C de l'oxydation. Elle régule également l'activité enzymatique et joue un rôle dans la croissance musculaire lisse. La vitamine E affecte aussi l'expression des gènes et contribue à la santé oculaire et neurologique.

Les apports nutritionnels conseillés en vitamine E sont de 12mg par jour pour un adulte, les besoins étant augmentés en cas de maladie ou de tabagisme. Ils sont généralement assurés par une alimentation équilibrée. Un déficit en vitamine E est assez rare.

On trouve la vitamine E essentiellement dans les aliments d'origine végétale, les principales sources étant les huiles, les produits céréaliers à grain entier, les graines, les noix, les noisettes, les amandes, le germe de blé, le soja. Certains légumes et fruits comme l'épinard, la patate douce, la mangue, les abricots secs ont aussi une teneur intéressante en vitamine E.

1/9 - Les amandes

Les amandes font partie des sources naturelles les plus riches de la vitamine E, avec 14,6 mg pour 100 g, soit plus du tiers des apports nutritionnels conseillés par portion de 25 g (20 amandes). Une poignée d'amandes est un encas idéal.



2/9 - Les abricots secs

Les abricots secs sont une bonne source de vitamine E. Ils en apportent 4mg pour 100g. Vous pouvez ajouter des abricots séchés dans les salades de fruits, 2 abricots séchés avec quelques amandes constituent aussi un bon en-cas.

3/9 - Le curry en poudre

Le curry est un mélange d'épices. C'est une très bonne source de vitamine E, avec 22mg pour 100g. C'est une épice facile à intégrer dans les recettes. Elle se marie notamment très bien avec le lait de coco.

4/9 - L'épinard

L'épinard fait partie des légumes riches en vitamine E avec le pissenlit, l'asperge, le pois chiche. L'épinard cuit est le légume qui contient le plus de vitamine E : 100g d'épinards cuits apportent 3,98 mg de vitamine E, soit presque un tiers des apports journaliers conseillés.

5/9 - Huile de germe de blé

Toutes les huiles végétales sont riches en vitamine E mais c'est l'huile de germe de blé qui en a la teneur la plus élevée, avec 149,5 mg pour 100g. Une cuillère à soupe de cette huile couvre le besoin quotidien en vitamine E. Les huiles de noisette, de colza et de tournesol la suivent mais de loin avec une teneur en vitamine E respectivement de 47, 45 et 41mg pour 100g.

6/9 - Les margarines

Les margarines font partie des aliments riches en vitamine E. La margarine au tournesol contient 46,2 mg de vitamine E pour 100g. Elle est parfaite le matin pour faire des tartines et peut aussi remplacer le beurre dans les recettes pâtisseries.

7/9 - Les graines de tournesol

Les graines de tournesol sont d'excellentes sources de vitamine E.

Les graines de tournesol renferment 42,3 mg de vitamine E pour 100g. Elles peuvent être utilisées grillées dans une salade, dans des desserts et dans les recettes de pain maison.

8/9 - La noisette

La noisette est très antioxydante grâce à sa vitamine E. 25g de noisettes fraîches couvrent plus de 40% des besoins quotidiens en vitamine E. Les noix sont aussi de bonnes sources de vitamine E : avec 25 g de noix fraîches, vous couvrez près de 15% de vos besoins en vitamine E.

9/9 - Les pigmons de pin

Les pigmons de pin sont une excellente source de vitamine E : 8,47 mg pour 100g. Les pigmons de pin sont délicieux servis chauds grillés sans matière grasse. Ajoutez-en une poignée dans vos salades avant de les servir.

SYNDROME MÉTABOLIQUE : LES MALADES MANQUENT DE VITAMINE E

La vitamine E est un micronutriment essentiel aux personnes atteintes du syndrome métabolique qui ont des carences.

Les personnes atteintes du syndrome métabolique auraient besoin d'environ 30 à 50% plus de vitamine E que les individus en bonne santé, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale The American Journal of Clinical Nutrition.

Le syndrome métabolique est un ensemble de maladies qui comprennent l'hypertension artérielle, la glycémie élevée, un taux élevé de triglycérides, un taux bas de « bon » cholestérol HDL, et l'obésité. Selon la Fédération

internationale du diabète, environ un quart des adultes souffrent de ce syndrome dans le monde.

LES PERSONNES ATTEINTES PAR LE SYNDROME MÉTABOLIQUE CARENCIÈRES EN VITAMINE E

Les chercheurs de l'Université d'État de l'Oregon du Human Nutrition Program de l'Ohio State University aux États-Unis ont mené un essai clinique, en double aveugle avec 20 participants dont 10 atteints du syndrome métabolique.

En étiquetant la vitamine E avec du deutérium, les scientifiques ont pu mesurer la quantité de micronutri-

ment éliminé par le corps, par rapport à l'apport initial.

Les résultats de ces tests ont dévoilé que les personnes atteintes du syndrome métabolique ont besoin d'environ 30 à 50% de plus de vitamine E que les personnes en bonne santé. Cette étude a aussi montré que chez ces malades, le niveau de vitamine E semble normal, alors qu'ils en sont déficients. En effet, comme ce micronutriment est attiré par le cholestérol et par la graisse, il peut ainsi rester à des niveaux plus élevés dans le système circulatoire alors que les tissus en manquent.

OÙ TROUVER LA VITAMINE E ?

S'il existe des suppléments en vitamine E, vous pouvez aussi faire le plein grâce à l'alimentation en consommant des amandes, des épinards, du chou, des patates douces, de l'avocat et des graines de tournesol. Excellent pour la santé, la vitamine E favorise la cicatrisation des plaies et la réparation des lésions dues à l'athérosclérose (la perte d'élasticité des artères due à la sclérose).

Elle joue aussi un rôle important dans la vision et la fonction neurologique.

SAHEL - LIBYE - TCHAD La stabilité au Sahel tributaire de la fin de l'approche "erronée" de la France (Think Tank US)

Une analyse du Think Tank américain Atlantic Council, a conclu que la stabilité au Sahel était tributaire de la fin de l'approche "erronée" de la France dans la région, estimant que la situation au Tchad notamment a mis en évidence la négligence de Paris en matière de violations des droits de l'homme et de mépris des valeurs démocratiques au profit d'une vision "étroite".

"Le Tchad, la Libye et le Sahel ne pourront être véritablement stables que lorsque la France mettra fin à son approche erronée et de longue date de la région", estime l'auteur de l'analyse intitulée: "Mort de Déby: un microcosme des failles de la politique étrangère française en Libye", publiée vendredi sur le site, d'Atlantic Council.

D'après l'analyse, la situation en Libye et les troubles actuels au Tchad "mettent en évidence la négligence de la France sur les dossiers lamentables en matière de corruption, de violations des droits de l'homme et de mépris des valeurs démocratiques au profit d'une vision sécuritaire étroite qui donne la priorité à un faux sentiment de sécurité et à une stabilité illusoire".

Avec la mort "inattendue" du président tchadien Idriss Déby, "la transition au Tchad est en jeu pendant que la France se bouscule à soutenir ce qui est effectivement un autre coup d'Etat - par nul autre que le fils de Déby - sous prétexte de préserver la continuité", dénonce l'auteur de l'analyse.

Ce n'est pas une surprise, pour lui, puisque dit-il, "la France soutient le règne de Déby depuis qu'elle a soutenu le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir en 1990".

"Les troupes françaises, les avions de reconnaissance et les avions de combat étaient souvent déployés pour soutenir Déby chaque fois que des groupes d'opposition se mobilisaient pour le renverser", révèle l'auteur, ajoutant que les conditions qui ont conduit au décès de Déby sont aussi "un sous-produit direct de la politique myope" de son allié occidental, la France, en Libye.

Les actions de Haftar, soutenues par la France, ont provoqué une instabilité au Sahel

En effet, "la mort de Déby illustre les failles inhérentes à la politique étrangère française en Libye et au Tchad" ainsi que la volonté de Paris de soutenir les autocrates en Afrique, commente encore l'analyste.

D'après lui, les rebelles qui ont lancé une incursion dans le nord du Tchad appartenaient au Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT).

FACT avait lancé son offensive dans le nord du Tchad depuis la région de Pezzan, au sud de la Libye, juste après l'organisation des élections présidentielles au Tchad le 11 avril.

La plupart des combattants de ce mouvement se sont engagés aux côtés des forces du général Khalifa Haftar.

En plus de bénéficier des armes fournies à Haftar par ses soutiens étrangers, les combattants du FACT ont même reçu une formation dispensée par la société militaire privée russe "le groupe Wagner" dans le cadre de l'assaut de Tripoli, que la France a encouragé politiquement et soutenu militairement contre le gouvernement d'union nationale libyen (GNA).

Ce soutien n'est pas nouveau, selon le Think Tank qui soutient que "pendant des années, le principal soutien politique de Haftar dans les cercles politiques occidentaux a été la France".

Dans les rares cas où leur soutien à Haftar a été reconnu, les décideurs français ont souvent justifié leur partenariat avec le général en le dépeignant comme un allié capable de contrer les milices extrémistes et terroristes libyennes ayant des liens avec les organisations terroristes al-Qaïda et l'organisation de "l'Etat islamique" (EI/Daech), relève le Think Tank.

Selon Atlantic Council, bien que sachant parfaitement que "les mercenaires faisaient partie intégrante des forces de Haftar, l'octroi de la légitimité internationale par la France via un engagement diplomatique a été complété par un soutien militaire qui n'a jamais diminué".

"Les répercussions des actions de Haftar, soutenues par la France ont maintenant provoqué une instabilité directe au Sahel", conclut l'analyse.

APS

SAHARA OCCIDENTAL Deux compagnies égyptiennes comptent investir au Sahara Occidental en violation du droit international

Les compagnies pétrolières égyptiennes Khalda Petroleum Co. et Qarun Petroleum comptent investir plus d'un milliard de dollars dans le domaine de l'exploration pétrolière au Sahara occidental, en violation du droit international.

La compagnie Khalda Petroleum compte forer, au Sahara occidental, 35 puits d'exploration et 52 puits de développement entre 2021 et 2022 pour un coût global de 830 millions de dollars, a déclaré son président Saeed Abdel Moneim, rapporte le site Arab News, citant la chaîne de télévision saoudienne Al Arabiya. Il a précisé, en outre, que la compagnie visait à produire, à terme, 130 000 barils de pétrole brut et de condensats, et 630 millions de pieds cubes de gaz naturel.

De son côté, Qarun Petroleum envisage d'investir 252 millions de dollars dans la région en forant 24 puits de développement et 5 puits d'exploration entre les années 2021 et 2022, selon les déclarations de son président Ashraf Abdel-Gawad.

Qarun Petroleum s'est d'ores et déjà fixé l'objectif de produire 9 millions de barils de pétrole brut par an.

La Cour internationale de justice (CIJ) considère le Sahara occidental comme un territoire distinct de celui du Maroc, ce qui implique qu'aucune compagnie étrangère ne peut investir dans les territoires sahraouis.

Au cours de l'année



2020, le Maroc a exporté illégalement 1,1 million de tonnes de phosphate à partir du Sahara occidental pour une valeur de 170,8 millions de dollars, selon un rapport du WSRW (Western Sahara Resource Watch), un observatoire chargé du suivi de l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental.

Le WSRW signale que durant l'année 2020, le phosphate sahraoui a été transporté par 22 navires vers différentes destinations, signalant que l'Inde et la Nouvelle Zélande ont été les premiers importateurs de ce minerai dans le cadre d'accords passés avec la société marocaine

(OCP) spécialisée dans l'extraction du phosphate.

Le WSRW explique, à ce propos, que l'OCP n'a aucun droit d'exporter le phosphate du Sahara occidental.

"L'exportation illégale du phosphate est une importante source de revenus pour le Maroc qui occupe militairement une grande partie du Sahara occidental, ce qui est contraire au Droit international", soutient le rapport qui rappelle que des représentants du peuple sahraoui ont, à maintes reprises, attiré l'attention de l'Organisation des Nations unies et des compagnies étrangères impliquées dans l'exploitation

des ressources naturelles de ce pays.

"Le commerce du phosphate du Sahara occidental est très controversé.

Les Nations unies considèrent le Sahara occidental un territoire non autonome (...) Comme stipulé par la Cour internationale de justice (CIJ) et réitérée dans quatre arrêts consécutifs de la Cour européenne de justice, le Maroc n'a ni souveraineté ni mandat international pour administrer le territoire", a indiqué l'observatoire dans une lettre adressée au groupe brésilien Cesari, dont des filiales ont investi au Sahara occidental.

TUNISIE Les médecins, dentistes et pharmaciens hospitaliers entament une grève

Les médecins, médecins dentistes et pharmaciens de la santé publique vont entamer à partir de lundi une grève générale de trois jours, après l'échec de la réunion de négociation, tenue samedi avec la partie gouvernementale consacrée aux différentes revendications professionnelles dans le secteur, a rapporté dimanche l'agence TAP.

Le secrétaire général du syndicat des médecins, dentistes et pharmaciens de la santé publique Noureddine Ben Abdallah a précisé que la partie syndicale avait constaté "un manque de sérieux de la part du gouvernement dans le traitement des revendications professionnelles des médecins, et pharmaciens de la santé publique", soulignant que l'infrastructure sanitaire qui est "au bord de l'effondrement" a été sous-estimée par l'autorité de tutelle.

La réunion de négociation s'est déroulée en présence de la ministre chargée de la fonction publique, Hasna Ben Slimane, le ministre de la santé, Faouzi Mehdi, le secrétaire général adjoint au sein de l'UGTT Moneem Amira, et les représentants

du syndicat général des médecins, médecins dentistes et pharmaciens de la santé publique, a ajouté la même source.

Parmi les principaux points de discordance figurent, la révision du décret gouvernemental N 341 publié le 10 avril 2019 fixant le cadre général du régime des études et des conditions d'obtention des diplômes, ainsi que la création d'une prime des pandémies, la titularisation des médecins temporaires.

Le même responsable a affirmé que "la grève concerne tous les mé-

decins exerçant dans les centres de santé de base, les hôpitaux locaux, régionaux et hospitalo-universitaires, les médecins spécialistes de la santé publique et les médecins dentistes, pharmaciens et médecins temporaires, contractuels et contrôleurs". Ben Abdallah a souligné que "tous les services de santé seront suspendus y compris vaccination contre le coronavirus (Covid-19) et le prélèvement d'échantillons à l'exception des services des urgences et de dialyse avec le port du brassard rouge durant la grève".

TCHAD L'opposant Saleh Kebzabo "reconnait" l'autorité du CNT

Saleh Kebzabo, principal opposant au président tchadien Idriss Déby Itno mort il y a deux semaines, "reconnait" l'autorité du conseil militaire de transition dirigé par le fils de l'ancien chef de l'Etat, a-t-il annoncé dimanche. "On reconnaît le Conseil militaire de transition (CMT), sinon on ne va pas être au gouvernement", a déclaré M. Kebzabo. Deux membres de son parti ont été nommés dimanche dans le nouveau gouvernement de transition, aux postes de ministre de l'Élevage et de secrétaire général adjoint du gouvernement.

PALESTINE

La marine israélienne ouvre le feu sur des pêcheurs palestiniens au large de Gaza

La marine israélienne a ouvert le feu lundi sur des pêcheurs palestiniens au large de la bande de Gaza, rapporte l'agence de presse palestinienne de presse, WAFA.

Selon l'agence de presse, des vedettes de la marine israélienne ont également utilisé des canons à eau en direction des bateaux de pêche palestiniens alors qu'ils naviguaient à moins de trois milles marins au large de l'enclave, causant des dommages à au moins un bateau et obligeant les pêcheurs à retourner sur le rivage, ajoute la même source.

La mer de Gaza devrait s'étendre à 20 milles marins de la côte, conformément aux accords de paix d'Oslo signés par l'entité sioniste et l'Organisation de libération de la Palestine, mais l'occupation a une forte présence navale limitant tout trafic entrant ou sortant de l'enclave, ou encore la distance que les pêcheurs de cette ville peu-



vent parcourir, nettement moins que la distance prévue dans ces accords.

Deux millions de Palestiniens vivent dans la bande de Gaza, soumise à un blocus israélien depuis près de 15 ans, qui a détruit l'économie locale, et affecté les

moyens de subsistance des palestiniens (chômage élevé, pauvreté "sans précédent").

Les pêcheurs à Gaza subissent régulièrement des attaques et des harcèlements par les forces israéliennes. Fin avril der-

nier, l'occupant israélien a interdit complètement aux pêcheurs de Gaza l'accès à la mer dans le cadre d'une mesure illégale visant à harceler quelque 4.000 pêcheurs et priver 60.000 palestiniens qui doivent leurs survivre à ce métier.

TURQUIE

Un membre important de l'EI arrêté à Istanbul

Un haut responsable du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) considéré comme le bras droit de son ancien chef Abou Bakr al-Baghdadi a été arrêté par la police à Istanbul, ont rapporté dimanche les médias locaux. Des policiers ont capturé cet Afghan, qui répond au nom de code de "Basim", lors d'un raid dans le quartier d'Atasehir, sur la rive asiatique de la ville. Abou Bakr al-Baghdadi a été tué en 2019 lors d'un raid des forces spéciales américaines mené avec l'aide de combattants kurdes dans la province syrienne

d'Idlib, au Nord-Ouest de la Syrie. Les médias turcs ont rapporté que Basim avait aidé al-Baghdadi à se cacher à Idlib.

Il était également responsable de la "branche militaire" du groupe terroriste, a rapporté la chaîne de télévision NTV. Il est arrivé à Istanbul avec un faux passeport et une carte d'identité, a indiqué la chaîne. Selon l'agence de presse DHA, son arrestation a eu lieu le 28 avril. La Turquie a intensifié la



lutte contre l'EI, qui a organisé des attaques meurtrières dans le pays, notamment la fusillade dans une discothèque d'Istanbul qui a fait 39 morts en 2017.

IRAN

Khamenei dénonce comme une "grosse erreur" les propos du chef de la diplomatie



Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a dénoncé dimanche comme "une grosse erreur" des propos du chef de la diplomatie, après la fuite d'un enregistrement dans lequel Mohammad Javad Zarif semblait critiquer l'influence de l'armée dans la diplomatie.

"La politique du pays comporte des volets économique, militaire, social, scientifique et culturel, outre les relations extérieures

et la diplomatie", a souligné M. Khamenei dans un discours télévisé. Si "l'un nie ou contredit l'autre, cela n'a aucun sens. C'est une grosse erreur qu'aucun responsable de la République islamique ne doit commettre", a-t-il ajouté. La fuite de cet enregistrement de plus de trois heures, relayé le 24 avril par des médias à l'étranger, a provoqué de vives critiques en Iran, notamment chez les conservateurs, qui

ont reproché à M. Zarif de mettre en cause les grandes lignes de la politique de la République islamique d'Iran.

D'après un extrait publié par le New York Times, le ministre avait déclaré: "en République islamique, le champ militaire règne.

J'ai sacrifié la diplomatie au (profit) du champ militaire" alors que le "champ militaire" doit être "au service de la diplomatie". Il faisait référence au rôle du feu général Qassem Soleimani dans la politique étrangère du pays, selon le journal. Surnommé "l'homme des champs de bataille", Soleimani était le chef de la Force Qods chargée des opérations extérieures des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran. Il a été tué dans une frappe américaine de drone à Bagdad en janvier 2020.

A la suite des fuites, le

gouvernement du président Hassan Rohani a ordonné l'ouverture d'une enquête pour "complot", appelé à identifier les auteurs du "vol" du fichier. "Nous avons entendu que des médias hostiles à la République islamique ont publié ces propos", a encore dit dimanche l'ayatollah Khamenei sans mentionner le nom du ministre, regrettant que "certains de ces propos soient une répétition des remarques hostiles de nos ennemis." Il a également souligné que "nul part dans le monde la politique étrangère n'est conçue par le ministère des Affaires étrangères", et que l'appareil diplomatique n'est que "l'exécuteur" des décisions prises aux niveaux supérieurs. Plus tôt dimanche, Mohammad Javad Zarif, à la tête de la diplomatie depuis 2013, a demandé "pardon" à la famille de Qassem Soleimani, après la fuite.

AFGHANISTAN

Plus de 100 talibans tués en 24 heures dans des combats avec l'armée régulière

Les combats entre les forces gouvernementales afghanes et les talibans ont fait plus de cent morts chez les insurgés au cours des dernières 24 heures, a déclaré dimanche le ministère de la Défense.

Les talibans et les forces gouvernementales se sont affrontés dans plusieurs provinces, y compris dans l'ancien bastion insurgé de Kandahar où l'armée américaine a mené une "frappe de précision" samedi alors qu'elle commençait le retrait final des troupes.

Cinquante-deux autres talibans ont été blessés dans les affrontements, a assuré le ministère dans un communiqué, sans préciser les pertes subies par les forces gouvernementales. Les combats se sont poursuivis sans relâche ces derniers mois alors que les efforts de paix visant à mettre fin à vingt ans de conflit ont échoué.

L'armée américaine a officiellement commencé samedi à retirer ses 2.500 soldats restants du pays, comme l'a ordonné le mois dernier le président Joe Biden.

Les responsables américains sur le terrain affirment que le retrait a commencé quelques jours avant le 1er mai - date limite convenue entre Washington et les talibans l'année dernière pour achever le retrait.

Le retrait de toutes les forces américaines sera désormais achevé avant le vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001. L'armée américaine a déclaré samedi qu'elle avait mené une "frappe de précision" après qu'une de ses bases sur l'aérodrome de Kandahar "a été la cible de tirs indirects" qui n'ont causé aucun dommage.

Cette attaque, qui n'a pas été revendiquée, est intervenue alors que les talibans ont estimé que l'armée américaine avait violé l'accord signé l'année dernière en n'achevant pas le retrait de ses troupes avant le 1er mai.

ESPAGNE

Plus de 5,1 millions de Madrilènes appelés aux urnes pour des élections régionales

Au total, 5.112.658 Madrilènes sont appelés aux urnes mardi pour les élections régionales, soit 53.406 de plus par rapport au scrutin régional de 2019, selon la liste électorale fournie par l'Institut national de la statistique, collectée dans les 179 municipalités de la région.

Lors de ces élections, un total de 119.664 jeunes pourront exercer leur droit de vote pour la première fois depuis les dernières élections tenues en 2019.

Sur les plus de 5,1 millions d'électeurs potentiels (plus de 2,52 millions de femmes et 2,26 millions d'hommes), plus de 4,78 millions résident actuellement dans la région, tandis qu'un total de 329.130 personnes sont établies à l'étranger (167.963 femmes et 161.167 hommes).

Les résultats des élections de Madrid détermineraient le degré de la capacité du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à rassembler le vote de la gauche et les chances de survie de Podemos, qui a "sacrifié" son leader, Pablo Iglesias, comme tête de liste dans une tentative de défier le président de la région Isabel Ayuso.

L'objectif du PSOE et de Podemos est de détrôner le Parti populaire de la présidence de la communauté autonome qu'il dirige depuis plus d'un quart de siècle.

Donnée favorite dans tous les sondages réalisés lors de la campagne électorale, Isabel Ayuso aurait besoin d'une alliance, ou au moins, du soutien de Vox pour atteindre la majorité absolue pour gouverner, un pari à la portée de main selon les analyses de la presse ibérique et les résultats des derniers sondages.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La liberté de la presse et l'exercice du métier de journaliste en débat à l'Ecole supérieure de journalisme

La liberté de la presse en Algérie et l'exercice du métier de journaliste ont été les principaux thèmes d'une rencontre-débat organisée, dimanche à Alger, par l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJI).

Organisée sous le thème "Un champ ouvert pour la liberté de la presse" à la veille de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai de chaque année, cette rencontre a permis aux différents intervenants de faire le point sur la situation globale de la presse en Algérie à travers leurs différentes expériences.

Dans son discours d'ouverture, le directeur de l'ENSJI, Abdelhamid Benzaoui, a tenu à encourager ce genre d'initiative, estimant que "la lutte pour de la liberté de la presse ne s'arrêtera jamais même dans les démocraties les plus développées".

De son côté, le directeur du Laboratoire de recherche Médias, usages sociaux et communication (MUSC), Belkacem Mostfaoui s'est attaché sur la situation de la presse en Algérie, impactée par la pandémie du Coronavirus, relevant que "plusieurs entreprises de presse sont en situation de faillite financière".

Il a ainsi regretté la disparition de plusieurs titres et la fermeture de plusieurs autres entreprises de presse, alors qu'elles ont été lancées dans la douleur dans les années 1990.

Pour ce qui est du contenu, M. Mostfaoui a appelé les professionnels de l'information à aller de l'avant et de ne pas se contenter de l'information institutionnelle", encourageant notamment le journalisme d'investigation et la diversification des genres journalistiques.

Pour sa part, la modératrice de cette rencontre-débat, Malika Lamoudi qui est également enseignante à l'ENSJI, s'est attachée sur "la liberté de la presse et la censure", soulignant que "la liberté de la presse est une condition sine qua non pour toutes les sociétés démocratiques, alors que la censure est une distorsion à la liberté d'expression". Elle a fait observer que depuis les années 2000, "la censure n'est pas appliquée par les ciseaux ou autres moyens répressifs, mais elle est devenue une pratique sociale et politique à travers la production d'un discours uniforme avec des stéréotypes". Dans son intervention, Boukhalfa Amazit, en sa qualité de journaliste-chroniqueur au quotidien El-Moudjahid, est revenu sur

l'évolution de la presse écrite en Algérie, estimant que "la presse privée n'a pas tenu ses promesses". Il a en outre relevé que la presse en Algérie demeure "dépendante de la publicité institutionnelle", regrettant en même temps que "la corporation ne dispose pas d'un syndicat puissant".

L'ancien journaliste à l'APS, Kaci Djerbib a, de son côté, évoqué son expérience dans le métier, se disant "scandalisé par la profusion des fake-news".

S'adressant aux étudiants de l'ENSJI, il a indiqué que "les journalistes ont le devoir de vérifier chaque information avant sa publication et ce, en recoupant ou en croisant les différentes sources".

Séminaire sur la presse sportive : "le paysage médiatique s'est métamorphosé"

Les participants au séminaire sur "La presse sportive en Algérie, état des lieux", se sont accordés à dire que le paysage médiatique s'est métamorphosé depuis quelques années, avec l'apparition, entre autres, des réseaux sociaux et de la presse électronique.

"C'est un constat amer certes, mais réel que tout le monde doit accepter, en l'absence d'une politique sportive claire qui empêche la presse d'évoluer", a expliqué le responsable à la radio nationale, Maamar Djebbour, dimanche à Alger lors du séminaire organisé par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) en collaboration avec le Comité olympique et sportif algérien (COA), à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai de chaque année.

Les différents intervenants ont analysé la situation de la presse sportive algérienne et essayé de la localiser dans le paysage médiatique, reconnaissant que les conditions difficiles vécues par les organes de presse, notamment en ces temps de Covid-19, ont envoyé plusieurs journalistes au chômage. "La presse en général a subi le Covid-19, et en présence des sites électroniques et des réseaux sociaux, la concurrence est devenue plus importante. C'est à la presse



écrite maintenant de se hisser et d'accompagner ce mouvement afin qu'elle puisse retrouver sa crédibilité", a expliqué pour sa part, l'ancien journaliste de l'APS et ancien directeur du journal sportif Echibek, Saïd Selhani.

Dans l'autre volet abordé, "Le football à la Une", les séminaristes ont reconnu que le "sport roi" reste le segment le plus rentable dans les publications des organes de presse.

A partir de ce constat, les intervenants se sont accordés à dire que les pouvoirs publics ont un rôle "très important" dans la promotion des autres sports, "en leur apportant plus d'aide et d'assistance, tout en encourageant leurs athlètes à ne pas aban-

donner, surtout pour les disciplines qui, jadis, étaient porteuses de satisfaction pour les pays".

D'autres sujets ont été à l'ordre du jour de la rencontre dont le rôle du consultant et la nécessité d'élaborer une charte de travail et d'honneur entre la presse et les différents partenaires sportifs (le ministère de la Jeunesse et des Sports, le COA, les fédérations sportives, les Ligues et les clubs).

Une charte qui devrait régler les différents problèmes et apporter des solutions. A la fin du séminaire, l'ONJSA a honoré, comme de tradition, des professionnels du secteur, en activité et en retraite, qui ont marqué de leur empreinte la scène sportive algérienne.

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Wilaya d'Alger
Circonscription Administrative de Dar El Beida
Commune de Mohammadia

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALE
N° 04 /2021
NIF : 4100020001608501028

La commune de Mohammadia lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale pour l'opération suivante :

• Réfection des écoles primaires.
Lot 01 : école lediaf Mohamed - Lot 02 : école bouzidi ahmed - Lot 03 : école tadjir mohamed - Lot 04 : école kerrat noureddine - Lot 05 : école bellefasse mohand - Lot 06 : école ayadi ahmed - Lot 07 : école fernane bekkit - Lot 08 : école beleulmi berfane

Les entreprises intéressées par cet avis disposant d'un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie 3 ou plus, activité principale bâtiment ayant déjà réalisé des travaux neufs ou réfection ou entretien durent justifiés par deux attestations de bonne exécution délivrées et signées par les services contractants pendant les dix dernières années et ayant une moyenne d'un chiffre d'affaire supérieur à 30.000.000,00 DA peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 10.000,00 DA au niveau du trésorier communal à partir de la 1ère parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP. Les offres doivent être présentées sous trois enveloppes : initiales dans l'enveloppe extérieure :

- 1^{ère} enveloppe contenant le dossier de candidature :**
- la déclaration de candidature, signé et cacheté selon le modèle dans le cahier de charge.
 - La déclaration de probité, signé et cacheté selon le modèle dans le cahier de charge.
 - Les statuts pour les sociétés ;
 - Copie de l'attestation justifiant l'accomplissement de la procédure du dépôt légal des comptes sociaux délivrée par les antennes locales du centre national du registre de commerce (pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale).
 - une copie de registre de commerce.
 - Copie des attestations de mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBATH.
 - carte fiscale avec le numéro d'identification fiscale (NIF) (NIS).
 - Copie de l'extrait du casier judiciaire du soumissionnaire.
 - Délai d'exécution et planning de travaux avec méthodologie d'exécution.
 - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
 - Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires
- 2/ Capacités professionnelles :** une copie du certificat de qualification et classification professionnelle (activité principale en bâtiment Catégorie 03 ou plus) en cours de validité.
- 3/ Capacités financières :** moyens financiers justifiés par les bilans des trois dernières années (2017-2018- 2019 ou 2020) Visé par les services des impôts.
- 3/ Capacités techniques :** liste des moyens humains et matériels à mettre dans le projet avec justifications (diplômes, CV, attestation nominatives de la sécurité sociale, carte grises accompagnées des assurances, factures) et références professionnelles.

- 2^{ème} enveloppe contenant l'offre technique :**
- Une déclaration à soumettre ; signé et cacheté selon le modèle dans le cahier de charge.
 - Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite : "lu et accepté".
 - le planning et des délais de réalisation des travaux et méthodologie d'exécution.
 - Mémoire technique justificatif.
- 3^{ème} enveloppe contenant l'offre financière :**
- La lettre de soumission ; signé et cacheté selon le modèle dans le cahier de charge.
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne portant que les mentions ci-dessus :
Monsieur le Président de l'APC de Mohammadia
Bureau des marchés N°38 /1^{er} Etage
Sis 632 Logements Mohammadia

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale N°/2021

• Réfection des écoles primaires.
Lot N° :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la 1^{ère} parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP. L'offre doit parvenir à la date qui correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à 11 h00. L'ouverture des plis effectuée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 11h15 au siège de l'APC.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est propagée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les soumissionnaires restaurant engagés par leurs offres pendant 3 mois augmenté de durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres conformément à l'article 98 et 99 du décret présidentiel N° 15-247 du : 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public .

Les réseaux sociaux ne peuvent pas remplacer le journalisme professionnel

Les plateformes de réseaux sociaux, les sites internet et autres blogs, en dépit de leur large diffusion, "ne peuvent nullement remplacer l'information professionnelle pratiquée par des journalistes professionnels", a assuré, dimanche à Blida, l'enseignant à la faculté des sciences de l'information et de la communication de l'université d'Alger 3, Dr. Abdelkrim Tiferguinite.

Le Dr. Tiferguinite, qui a animé une conférence sur "La liberté et la responsabilité dans les nouveaux médias", organisée par l'association des correspondants et journalistes, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, a affirmé que "les sites internet, les plateformes de réseaux sociaux et autres blogs ne peuvent pas remplacer les médias professionnels, à l'instar des agences de presse, de la radio, de la télévision et des journaux", a-t-il estimé. Les médias modernes gérés par des per-

sonnes ordinaires non identifiées et pas nécessairement des journalistes "assurent une mission de communication à une échelle publique très large, mais pas d'information, car l'information repose sur le professionnalisme dans la transmission de l'actualité, avec confirmation de sa source et son identification", a ajouté le conférencier.

Il a mis en garde, à ce titre, contre les "répercussions des fake news répandues par les réseaux sociaux, du fait que ces derniers diffusent des informations sans vérifier leurs véracité ni leur sources", contrairement aux médias professionnels, "ce qui peut conduire à la désinformation et à tromper l'opinion publique", a-t-il déploré. Aussi afin de mettre un terme aux promoteurs de ces fake news, ce spécialiste en information et communication a souligné "l'impératif de promulguer des lois dissuasives pour réduire ce phénomène,

comme de nombreux pays l'ont fait à l'instar de la Grande Bretagne", a-t-il dit, estimant que les initiatives des administrateurs de ces sites dans ce domaine sont "insuffisantes, car elles obéissent à leurs propres lois et conditions, afin de ne pas restreindre la liberté des utilisateurs de ces sites", a-t-il expliqué.

Il a estimé, néanmoins, que la liberté totale dont jouissent les réseaux sociaux a clairement reculé à cause de ses répercussions sur la société en générale que ce soit au plan économique, politique ou social.

Dr. Tiferguinite a, également, abordé la "grande mutation" provoquée par les réseaux sociaux en mat ére d'expression d'opinions.

"N'importe quelle personne peut désormais exprimer son opinion et avis en économie et politique.

Des domaines qui étaient, dans le passé, l'apanage d'une certaine catégorie", a-t-il observé.



RÉSEAUX SOCIAUX Ammar Belhimer plaide pour un renforcement de la protection de la vie privée

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, s'est dit favorable à un renforcement de la protection de la vie privée et de l'honneur des citoyens sur internet par l'édiction des "peines les plus lourdes" contre les individus enfreignant la loi, d'autant plus que le phénomène des atteintes à la vie privée "népargne personne et prend des proportions alarmantes".

" (...) en droit, la vie privée est circonscrite à trois éléments de la personnalité: le respect des comportements, de l'anonymat et de la vie relationnelle.

Je suis favorable à un renforcement de leur protection par l'édiction des peines les plus lourdes, quels que soient le mobile ou le statut social de l'agresseur", a affirmé M. Belhimer dans une étude publiée lundi par le quotidien Le Soir d'Algérie sous le titre "L'ambition de réforme".

"La Toile algérienne est, malheureusement, depuis peu et pour

l'essentiel, un immense réceptacle d'intox, de haine, d'invectives et d'insultes, de procès d'intention et de règlements de comptes.

Cet espace d'expression ne semble tolérer aucun discernement, aucun échange, aucune médiation, aucun dialogue", a constaté le ministre de la Communication.

Il s'agit là, a-t-il déploré, "d'atteintes à la liberté d'expression bien comprise, dans le strict et absolu respect de la vie privée, du droit à l'image, du secret de la correspondance, de l'honneur et de la dignité des citoyens".

Pour le ministre de la Communication, "il ne pourrait être question de banalisation et de légitimation de la violence, sous quelque forme que ce soit, dans le débat public, où qu'il se déroule et quel que soit son enjeu", citant, dans ce cadre, la diffusion et la propagation de fausses informations portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publiques et les discours de haine.

Evouquant, par ailleurs, les questions de transition de la presse vers le numérique et d'accès au marché de la publicité, M. Belhimer

a constaté que "le droit n'a pas complètement suivi le mouvement du marché et un décalage est vite apparu entre la norme juridique et la réalité, celle d'un marché de la presse en ligne en évolution continue, parallèlement à l'effondrement de la presse papier".

La loi organique n 12-05 du 12 janvier 2012 relative à l'information a été "vite dépassée" et le marché de la presse en ligne évolue à un "rythme plus rapide que nos moyens de réaction et d'adaptation", a-t-il indiqué, observant que la majorité des journaux en ligne

sont hébergés à l'étranger, principalement en France, et "les raisons résident essentiellement dans la crise de confiance dans la fiabilité des mécanismes nationaux permettant l'accès au support internet, même si l'hébergement national est moins coûteux".

Afin de rattraper la "transition subie", le ministre de la Communication a indiqué que l'accès à la publicité des entreprises publiques et administrations sera "conditionné par l'existence d'un site d'information électronique vivant", enregistré dans le domaine DZ.

ETATS UNIS - ESPACE

Mission prolongée pour l'hélicoptère Ingenuity sur Mars

Après avoir prouvé avec succès qu'il était possible de voler sur Mars, la Nasa a annoncé vendredi que la mission du petit hélicoptère Ingenuity était étendue d'un mois supplémentaire, pour en faire le compagnon de route du rover Perseverance.

Il sera désormais chargé de seconder le rover dans sa mission principale, la quête de vie ancienne sur Mars, en allant par exemple explorer des endroits d'intérêt scientifique, inaccessibles à quatre roues, ou en repérant le chemin le plus sûr.

"Ingenuity va passer d'une démonstration technologique, où nous prouvons les capacités techniques de l'hélicoptère, à une mission de démonstration d'opérations, où nous rassemblons des informa-

tions sur la capacité de l'hélicoptère à apporter un soutien opérationnel" à Perseverance, a déclaré lors d'une conférence de presse Lori Glaze, directrice de la division de la Nasa sur l'étude des planètes.

"Au bout de 30 jours, nous évaluerons où nous en sommes", a-t-elle ajouté, l'Agence spatiale américaine n'excluant pas de prolonger encore l'expérimentation par la suite.

Mais Ingenuity "n'a pas vraiment été conçu pour une longue mission", a tempéré Bob Balaram, ingénieur en chef de l'engin, pointant notamment l'effet de cycles répétés de gel et de dégel.

Il faudrait également qu'Ingenuity ne s'écrase pas, alors que ses vols seront de plus en plus périlleux.

A commencer par celui prévu vendredi, le quatrième et le plus long réalisé jusqu'ici.

La mission de l'hélicoptère devait initialement prendre fin au bout de 30 jours, car la Nasa pensait ensuite faire rouler le rover vite et loin pour atteindre une zone intéressante où prélever des échantillons de roche.

Ingenuity n'aurait alors pas pu suivre le rythme, étant obligé de recharger ses panneaux solaires entre chaque vol.

Mais les chercheurs en ont finalement décidé autrement: "Nous souhaitons vraiment passer un temps important là où nous sommes", a expliqué Ken Farley, scientifique pour Perseverance.

Ils pensent en effet trouver dans la zone

"des roches qui sont probablement la matière la plus ancienne présente sur le sol du cratère" Jezero, où Perseverance a atterri en février dernier, ainsi que "des roches qui ont été déposées au milieu du lac qui remplissait un jour" ce cratère, a-t-il expliqué.

"C'est le genre d'environnement dont nous pensons qu'il est le plus habitable par des organismes qui auraient pu exister sur Mars il y a des milliards d'années", a-t-il ajouté. Le premier échantillon devrait être prélevé en juillet.

Pour la première fois, Perseverance va collecter des échantillons qui doivent être rapportés sur Terre par une mission ultérieure, dans plusieurs années.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TISSEMSILT
DAÏRA DE AMMARI
COMMUNE DE SIDI ABED

N/ CODE FISCALE : 098538189004121

Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° : 02/2021

Le président de l'assemblée populaire Communale de Sidi Abed Lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet suivant :

● Réalisation de la piste reliant NAAR - Vers Cimetière Draa Chih Sur 3000 ML (Y/C Frais Labo + ANEP)

Les Entreprises intéressées Par Cet avis Doivent Parvenir Au Bureau Des Marchés Publics De La Commune Tous Les

Jours De 08h00 A 16.30 Sauf Vendredi Et Samedi Pour Retirer Les Cahiers Des Charges Contre Paiement Comme Des Frais Droits De Participation Suivant La Délibération De Service Contractant, Une Durée De 10 Jours Est Limitée Pour Le Dépôt Des Offres A Partir De La Première Parution De L'Avis D'Appel D'Offres Aux Quotidiens Nationaux, Les Offres Doivent Accompagnées Des Pièces Suivantes :

Dossier de candidature	Offres technique	L'offres financière
1) Une déclaration de candidature 2) Une Déclaration de probité ; 3) Les Statuts pour les Sociétés 4) Les documents relatifs aux pouvoirs habilitants les personnes à engager l'entreprise 5) Copie de registre commerce électronique 6) Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les entreprises (SARL, EURL... ext), 7) Certificat de qualification et de classification de l'entreprise catégorie 03 et plus activité principale en travaux publics en cours de validité. 8) Mise à jours CNAS, CASNOS, CACOBATH valide à la date d'ouverture des plis. 9) Extrait de rôle porte la mention Néant en cours de validité 10) Liste du matériel Justifiée par un PV de l'huissier de (dépassant pas une année au jour de l'ouverture) ou PV de commissaire-priseur ou Cartes grises + police d'assurance dans la durée de validité des offres par propriétaire du matériel au par des factures d'achats récentes. 11) Liste des moyen humains des ouvrières signée par l'entreprise par la CNAS en cours de validité accompagnée par diplôme pour ingénieur ou technicien et conducteur des travaux. 12) Les Bilan financières des 03 dernières années et comporte le cachet de la direction des impôts ou l'inspection des impôts 13) Quittance de paiement (frais de documentation)	1) Une déclaration à souscrire 2) Mémoire technique justificatif 3) Présent cahier des charges signé et paraphé portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté » 4) Planning d'exécution des travaux détaillé (dument signé par l'entreprise)	1) Une lettre de soumission remplie, signée et datée 2) Le bordereau des prix unitaire (signée et caché par l'entreprise) arrêter en lettre et en chiffre 3) Le détail quantitatif et estimatif (signé et caché par l'entreprise) arrêter en chiffre en T.T.C et en lettres.

- Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées. Indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature », « offre technique », « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention "à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres N°o", l'objet de l'appel d'offres".

- La date de dépôt des offres est fixée à Dix jours (10 jours) à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux, si ce jours coïncide

avec un jour férié ou jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

- Les soumissionnaires doivent déposer leurs offres au bureau des marchés publics de l'APC de Sidi Abed wilaya de Tissemsilt.

- Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis (technique et financière) le jour de dépôt des offres à partir de 13h et aura lieu au siège de l'APC de Sidi Abed Wilaya de Tissemsilt.

- Les entreprises resteront engagées par leurs offres pendant 90 jour à compter de la date limite de dépôt des offres.

CYCLISME/ TOUR DU RWANDA 2021 (1^{RE} ÉTAPE)

Le Colombien Sanchez vainqueur, l'Algérien Saïdi 18^e

Le cycliste algérien Nassim Saïdi a terminé à la 18^e place de la première étape du tour international du Rwanda 2021 (2-9 mai), course dimanche entre Kigali et Rwamagana sur une distance de 115,6 Km, alors que la victoire est revenue au Colombien Steven Sanchez. Saïdi a terminé la première étape inaugurale en même temps que le vainqueur, le Colombien Sanchez (2h33:43). La deuxième place est revenue à l'Américain Alex Hoehn devant le Colombien Alfonso Roldan, 3^e de l'étape. Au classement général, le Colombien Sanchez s'empare du maillot jaune de leader. Outre Saïdi, quatre autres cyclistes algériens sont présents au Rwanda : Azeddine Lagab, Hamza Mansouri, Ayoub Sahiri et Mohamed Amine Nehari. La deuxième étape est prévue lundi entre Kigali et Huye sur une distance de 120,5 Km. Organisé depuis 1988, le Tour du Rwanda était une course amateur, jusqu'en 2009. L'année dernière, après 10 ans en catégorie 2.1, l'UCI lui a donné le badge pour le 2.2. La précédente édition a été remportée par l'Erythréen Natnael Tesfatsion.

SÉMINAIRE SUR LA PRESSE SPORTIVE "Le paysage médiatique s'est métamorphosé" (participants)

Les participants au séminaire sur "La presse sportive en Algérie, état des lieux", se sont accordés à dire que le paysage médiatique s'est métamorphosé depuis quelques années, avec l'apparition, entre autres, des réseaux sociaux et de la presse électronique.

"C'est un constat amer certes, mais réel que tout le monde doit accepter, en l'absence d'une politique sportive claire qui empêche la presse d'évoluer", a expliqué le responsable à la radio nationale, Maamar Djebbour, dimanche à Alger lors du séminaire organisé par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) en collaboration avec le Comité olympique et sportif algérien (COA), à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai de chaque année.

Les différents intervenants ont analysé la situation de la presse sportive algérienne et essayé de la localiser dans le paysage médiatique, reconnaissant que les conditions difficiles vécues par les organes de presse, notamment en ces temps de Covid-19, ont envoyé plusieurs journalistes au chô-



mage. "La presse en général a subi le Covid-19, et en présence des sites électroniques et des réseaux sociaux, la concurrence est devenue plus importante. C'est à la presse écrite maintenant de se hisser et d'accompagner ce mouvement afin qu'elle puisse retrouver sa crédibilité", a expliqué pour sa part, l'ancien journaliste de l'APS et ancien directeur du

journal sportif Echibek, Saïd Selhani. Dans l'autre volet abordé, "Le football à la Une", les séminaristes ont reconnu que le "sport roi" reste le segment le plus rentable dans les publications des organes de presse.

A partir de ce constat, les intervenants se sont accordés à dire que les pouvoirs publics ont un rôle "très important"

dans la promotion des autres sports, "en leur apportant plus d'aide et d'assistance, tout en encourageant leurs athlètes à ne pas abandonner, surtout pour les disciplines qui, jadis, étaient porteuses de satisfaction pour le pays". D'autres sujets ont été à l'ordre du jour de la rencontre dont le rôle du consultant et la nécessité d'élaborer une charte de travail et d'honneur entre la presse et les différents partenaires sportifs (le ministère de la Jeunesse et des Sports, le COA, les fédérations sportives, les Ligues et les clubs). Une charte qui devrait régler les différents problèmes et apporter des solutions.

A la fin du séminaire, l'ONJSA a honoré, comme de tradition, des professionnels du secteur, en activité et en retraite, qui ont marqué de leur empreinte la scène sportive algérienne.

RALLYE

L'organisateur Eco-Race Africa depuis samedi à Alger, pour le tracé officiel du Rallye-Raid d'Algérie

L'Eco-Race Africa, organisateur du Rallye-Raid "Eco-Race Algeria", se trouve depuis samedi à Alger, pour procéder au tracé officiel de cette course, devant marquer le début d'une importante collaboration entre la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) et cet organisateur français.

L'équipe technique, emmenée par Jean Louis Schlessler, se chargera donc de réaliser le tracé de

cette première édition du Rallye-Raid Eco-Race Algeria, prévu au mois d'octobre prochain, dans le désert algérien. Une compétition qu'on présente déjà comme "un des plus grands" Rallyes d'Afrique.

"L'Algérie est parfaitement capable d'organiser ce Rallye. Je suis même sûr que ce Rallye n'aura rien à envier aux autres, organisés en Afrique ou au Moyen-Orient, où les choses ont atteint un certain degré de développement au cours

des dernières années" a assuré Jean Louis Schlessler. "Je suis convaincu que l'Eco-Race Algeria va susciter un très grand intérêt, surtout si nous parvenons à drainer la participation de certains grands noms de la discipline" a-t-il ajouté.

Ce Rallye devait se dérouler initialement l'an dernier, mais à cause de la crise sanitaire mondiale, liée au coronavirus, il a été décalé au mois d'octobre 2021.

AG ÉLECTIVE DU COA

Hammad annonce sa candidature pour la présidence

Le président sortant du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad, a annoncé dimanche sa candidature pour le poste de président, en vue de l'assemblée générale électorale (AGE) pour le mandat olympique 2021-2024, prévue le 8 juin (9h00) au siège du COA à Ben Aknoun (Alger). "Après le renouvellement des instances sportives nationales, c'est au tour du Comité olympique et sportif algérien d'organiser son assemblée électorale et je vous annonce officiellement ma candidature pour le nouveau mandat olympique 2021-2024", a déclaré Hammad à la presse, en marge du séminaire

sur "la presse sportive en Algérie, état des lieux", organisé par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) et le COA.

Cette AGE sera précédée par l'AG ordinaire qui sera consacrée à l'examen des bilans moral et financier de l'exercice 2020. Lors de cette AGO, il sera procédé à l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, chargées de l'organisation de l'assemblée générale électorale du 8 juin. Le COA est présidé depuis le 12 septembre 2020 par le mé daillé de bronze aux JO-2000 de Sydney, Abderrahmane Hammad.

CYCLISME/ TOUR DU RWANDA 2021 (2^E ÉTAPE)

Lagab termine 15^e, Boileau vainqueur

Le cycliste algérien Azzeddine Lagab a pris la 15^e place de la deuxième étape du tour international du Rwanda 2021 (2-9 mai), course lundi entre Kigali et Huye sur une distance de 120,5 Km, alors que le Français Boileau Alan s'est imposé en solitaire. Boileau a réalisé un temps de 3h07:14, devant les deux Colombiens Santiago Umba (3h07:20) et Sanchez Vergara (3h07:22). De son côté, l'Algérien Azzeddine Lagab a terminé à la 15^e place avec un temps de 3h07:22, soit à 8 secondes du vainqueur de l'étape. Au classement général, le Colombien Sanchez, vainqueur dimanche de la première étape, a cédé son maillot jaune de

leader au profit de son coéquipier, le jeune Santiago Umba (18 ans) de la formation Androni Giacattou. Outre Lagab, quatre autres cyclistes algériens sont présents au Rwanda : Saïdi Nacim, Hamza Mansouri, Ayoub Sahiri et Mohamed Amine Nehari. La 3^e étape prévue mardi mènera le peloton de Nyanza à Gicumbi sur une distance de 171,6 Km. Organisé depuis 1988, le Tour du Rwanda était une course amateur, jusqu'en 2009. L'année dernière, après 10 ans en catégorie 2.1, l'UCI lui a donné le badge pour le 2.2. La précédente édition a été remportée par l'Erythréen Natnael Tesfatsion.

APS



KEMPO

Des jeunes de 28 établissements scolaires présents au 1^{er} championnat inter-écoles d'Oum el Bouaghi

Les athlètes de 28 établissements scolaires de la wilaya d'Oum el Bouaghi ont pris part samedi au premier championnat de wilaya inter-écoles de kempo organisé dans cette ville, a-t-on appris dimanche auprès du président de la Fédération algérienne de cette discipline, organisatrice de l'événement.

"Ce rendez-vous s'est tenu dans le cadre de la convention de partenariat que nous avons conclue avec la Fédération algérienne du sport scolaire portant sur l'intégration du kempo dans les établissements scolaires", a indiqué le président de l'instance fédérale Hicham Ouhlilima. Outre cette compétition, la Fédération compte organiser prochainement deux championnats de wilaya inter-écoles à Tipasa et à Naâma, dans le cadre de la promotion du sport scolaire, tout en veillant au respect du protocole sanitaire anti-covid", a ajouté Ouhlilima.

A Oum el Bouaghi, l'événement sportif s'est déroulé en présence d'inspecteurs et directeurs d'établissements scolaires de la wilaya, accompagnés de responsables des directions de la jeunesse et des sports. Par ailleurs, le président de l'instance fédérale a fait savoir que la sélection nationale (juniors et seniors) de kempo effectuera, après le mois de Ramadhan, un stage de préparation en prévision du championnat du monde prévu en Tunisie, et du championnat d'Afrique devant se tenir en Égypte ou en Algérie.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE HANDISPORT

L'AG électorale fixée au 16 mai à Alger

La commission de candidatures de la Fédération algérienne handisport (FAH) a fixé au dimanche 16 mai à Alger (11h00), la tenue de l'Assemblée générale électorale (AGE) pour le mandat olympique 2021-2024, a indiqué lundi l'instance fédérale sur sa page Facebook. L'AGE devra élire le nouveau président et son bureau exécutif pour le prochain mandat olympique. "Suite à la décision de la Commission nationale de suivi du renouvellement

des instances des structures sportives nationales d'invalider l'AGE tenue le 6 avril, ainsi que les deux listes à la présidence, la commission fédérale de candidatures, réunie le 30 avril, a arrêté la date du 16 mai pour la tenue de l'AGE", a indiqué le communiqué de la commission.

Une réouverture des candidatures a été aussi décidée. Le début du dépôt des dossiers se fera du lundi 3 mai jusqu'au jeudi 6 mai à 14h00 (délai de ri-

gueur), alors que les délais de recours ont été arrêtés du dimanche 9 mai à partir de 9h00 au lundi 10 mai à 12h00. Le candidat ayant déjà déposé son dossier (dans une liste) et qui souhaite le retirer ou opter pour une autre liste, est dans l'obligation de se rapprocher en personne du secrétaire général de la FAH à l'effet de confirmer son intention par le biais d'une demande officielle dans ce sens, conclut la commission de candidatures.

MONDIAL-2022 (ÉLIMINATOIRES) Le stade Mustapha-Tchaker de Blida homologué par la CAF (FAF)

Le stade Mustapha-Tchaker de Blida, devant abriter les matchs de l'équipe nationale de football aux éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar, a été homologué par la Confédération africaine (CAF), a annoncé la Fédération algérienne (FAF) lundi dans un communiqué.

"Dans une circulaire-décision adressée à la Fédération algérienne de football (FAF) datée du 2 mai 2021, la Confédération africaine de football (CAF) et en référence à la circulaire du 1er avril dernier concernant les exigences d'homologation et de supervision des stades de la CAF pour les éliminatoires africaines de la Coupe du Monde FIFA Qatar 2022, a donné son approbation pour le stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida", a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué.

Les "Verts" fouleront de nouveau la pelouse de l'enceinte de Blida, le 5 juin prochain, à l'occasion de la réception de Djibouti, dans le cadre de la 1re journée (Gr. A) du 2e tour éliminatoire, avant de jouer en déplacement quelques jours plus

tard face au Burkina Faso, à l'occasion de la 2e journée.

"En effet, sur la base du rapport d'évaluation transmis par la FAF, la CAF a décidé d'approuver l'utilisation de ce stade lors des prochains matches de qualification de la Coupe du Monde Qatar-2022, avec, toutefois, la levée de quelques réserves dans la période à venir afin de garantir que cette infrastructure soit maintenue dans la liste des stades approuvés par la CAF pour les compétitions masculines seniors", précise la FAF.

"La CAF a tenu à souligner l'effort à faire par tous les pays du continent afin d'élever le niveau du football africain avec des installations améliorées, compte tenu de l'exposition mondiale de ce sport", conclut



la FAF. Pour rappel, la sélection algérienne, championne d'Afrique en titre, reste toujours

invaincue au stade Mustapha-Tchaker, elle qui est à deux matchs du record africain d'in-

vincibilité détenu par la Côte d'Ivoire, auteur de 26 matchs d'affilée sans défaite.



Le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF) Charaf-Eddine Amara, a tenu dimanche à rendre hommage à l'arbitrage algérien, estimant qu'il était "le meilleur en Afrique", à l'occasion de l'ouverture de l'atelier-briefing sur l'intégrité organisé par le Département Intégrité de l'instance fédérale.

"Quoi qu'on dise, nous avons l'un, ou pour ne pas dire, le meilleur arbitrage en Afrique", a tenu à souligner le président de la FAF, lors de son intervention introductive de cet atelier, mis sous le thème de "Tous pour l'intégrité de la compétition", a indiqué la FAF dans un communiqué publié sur son site officiel.

Le président de la FAF s'est basé "avec comme point d'orgue la finale de la dernière Ligue des Champions africaine officinée par un trio algérien ou bien la présence d'une école de formation de l'arbitrage, une structure importante pour le développement de ce volet", précise l'instance fédérale. Il s'agit de la première activité pour le nouveau patron de la FAF,

ALGÉRIE

Amara : "Nous avons le meilleur arbitrage en Afrique"

au niveau local, depuis son élection le 15 avril, en remplacement de Kheïreddine Zetchi. Il a présidé vendredi la première réunion du Bureau fédéral de son mandat, après un séjour à Doha (Qatar), où il a assisté notamment au tirage au sort de la Coupe arabe 2021 de la Fifa.

Cet atelier-briefing sur l'intégrité organisé par le Département Intégrité de la FAF a vu la présence des arbitres internationaux, mais également Mohamed Saâd, secrétaire général, et Halim Djenoudi, responsable de ce département, ainsi que le Dr Mohamed Bichari, vice-président de la Commission fédérale d'arbitrage (CFA).

Le président de la FAF, également président de la CFA, "a exprimé son soutien et celui du bureau fédéral à tout le corps arbitral, notamment les arbitres internationaux qui s'illustrent régulièrement sur le terrain, que ce soit sur le plan national ou international".

Charaf-Eddine Amara s'est dit "très sensibilisé" quant aux conditions de travail et d'évolution des arbitres d'où la nécessité d'aller vers un renouveau et une modernisation de l'arbitrage algérien, soit deux points parmi d'autres inscrits dans le programme du nouveau président de la FAF au chapitre très sensible de l'arbitrage. S'agissant de la thématique du jour, le premier responsable du football algérien a affirmé que l'intégrité ne concernait pas seulement les arbitres et l'arbitrage, mais tous les acteurs de la balle ronde qui doivent faire les efforts

nécessaires pour préserver le jeu et les compétitions, et empêcher toute personne ou une quelconque partie de "nous voler notre football", souligne la FAF. Enfin, Charaf-Eddine Amara "a souhaité pleine

réussite à nos arbitres, notamment en cette fin de saison qui s'annonce passionnante et passionnée, mais également au niveau international où nos chevaliers du sifflet doivent se distinguer davantage".

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL Amara désigne les membres de la commission fédérale d'arbitrage

Le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF) Charaf-Eddine Amara, a procédé dimanche à la désignation des nouveaux membres de la commission fédérale d'arbitrage (CFA), rapporte la FAF sur son site officiel.

La désignation s'est faite à l'issue d'une réunion de travail, tenue dimanche entre le président de la FAF et le Dr Mohamed Bichari, vice-président de la Commission fédérale d'arbitrage (CFA).

"En sa qualité de président également de la CFA, en attendant l'amendement des statuts de la FAF vu que les statuts actuels ne permettent pas la désignation d'un président en dehors des membres du Bureau Fédéral, Charaf-Eddine Amara, a procédé, en concertation avec le Dr Bichari, à la désignation des membres de cette structure, en attendant celle des sous-commissions", précise la FAF dans un communiqué.

La désignation des nouveaux mem-

bres de la CFA, s'est déroulée à l'issue de l'atelier-briefing sur l'intégrité, organisé par le Département Intégrité de l'instance fédérale.

Il s'agit de la première activité pour le nouveau patron de la FAF, au niveau local, depuis son élection le 15 avril, en remplacement de Kheïreddine Zetchi, qui a décidé de ne pas briguer un nouveau mandat.

Amara a présidé vendredi la première réunion du Bureau fédéral de son mandat, après un séjour à Doha (Qatar), où il a assisté notamment au tirage au sort de la Coupe arabe 2021 de la Fifa.

Composition de la CFA :

- Président : Amara Charaf-Eddine
- Vice-président : Dr. Mohamed Bichari
- Directeur national de l'arbitrage (DNA) : Dr Mohamed Benarous
- Dr Farouk Houasnia (Membre)
- Mme Safia Ayouni (Membre)
- Ali Bouali (Membre)
- Belkacem Boumaza (Membre).

LIGUE 1 FRANÇAISE (35E JOURNÉE) L'Algérien Delort (Montpellier) signe son 13e but de la saison

L'attaquant international algérien de Montpellier HSC Andy Delort, a signé dimanche son 13e but de la saison, lors de la défaite concédée à domicile face à l'AS Saint-Etienne (1-2), dans le cadre de la 35e journée du championnat de Ligue 1 française de football.

Le joueur algérien a ouvert le score dès la 6e minute de jeu, avant que les visiteurs n'égalisent d'abord par Hamouma

(16e), avant de marquer le but de la victoire en seconde période grâce à Debuchy (50e).

A l'issue de cette nouvelle réalisation, Delort (29 ans) intègre le Top 10 et point à la 7e place, loin derrière l'attaquant français du Paris SG Kylian Mbappé qui compte 25 buts, devant le Néerlandais de l'Olympique Lyon Memphis Depay (18 buts).

Au classement, Montpellier reste scotché à la

8e place avec 47 points, alors que l'ASSE se hisse à la 12e position avec 42 unités.

Andy Delort, a été retenu dans la liste finale, des joueurs nominés pour le Prix Marc-Vivien-Foé pour la saison 2020/2021, récompensant le meilleur joueur africain de Ligue 1 française de football, décerné par RFI et France 24.

Outre le buteur de la formation de l'Hérault,

deux autres finalistes ont été retenus par un comité de journalistes : il s'agit de l'attaquant zimbabwéen de l'Olympique lyonnais Tino Kadewere et du milieu offensif congolais du RC Lens Gaël Kakuta.

Le nom du lauréat sera dévoilé juste après l'avant-dernière journée de Ligue 1, le 17 mai. Il succédera au Nigérian Victor Osimhen (ex-Lille OSC), parti l'été dernier à Naples (Serie A italienne).



LIGUE 1

Les compteurs à trois avertissements au plus remis à zéro pour la phase retour

Les joueurs professionnels comptabilisant trois cartons jaunes, ou moins, à la fin de la phase aller du championnat verront leurs compteurs respectifs remis à zéro à la première journée de la phase retour, prévue mardi, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP). "La commission de discipline informe l'ensemble des clubs professionnels que les avertissements, dont le nombre est inférieur ou égal à trois, et qui ont été infligés à un joueur avant la date du 1er match de la phase retour sont annulés" a indiqué cette instance dans un bref communiqué. La Ligue a expliqué que cette décision a été prise conformément à l'article 34, alinéa 1, du code disciplinaire de la Fédération algérienne de football (FAF). En revanche, certaines sanctions prises pendant la phase aller seront maintenues et devront être purgées pendant la phase retour. Parmi elles, la sanction pour un match ferme relative à quatre avertissements infligés à un joueur, ainsi que la contestation de décision.

LIGUE 1 - CR BELOUZDAD

L'entraîneur Manojlovic attendu dimanche à Alger

Le nouvel entraîneur du CR Belouizdad, le Serbe Zoran Manojlovic, va rallier Alger dimanche après-midi, en vue de prendre ses fonctions à la barre technique de l'équipe, a annoncé la direction du club champion d'Algérie en titre.

"La direction du CRB a accompli toutes les démarches administratives nécessaires pour permettre à son nouvel entraîneur, Zoran Manojlovic de rallier Alger. Ce qui devrait se faire dimanche après-midi, en provenance de Paris", a précisé la direction des Rouge et Blanc. Le Serbe de 59 ans connaît relativement bien le football africain, pour y avoir déjà dirigé plusieurs clubs, dont Primeiro Agosto en Angola (2018-2019), le Widad Casablanca au Maroc (2019-2020) et Al Hilal du Soudan (2020-2021).

Il est appelé à remplacer le Français Franck Dumas (53 ans), arrivé sur le banc du CRB en janvier 2020 pour un contrat de deux saisons, avant de partir fin mars dernier.

Le CRB, qui reste sur une défaite à domicile contre l'USM Alger, en match de mise à jour du calendrier, occupe actuellement la quatrième place au classement général de la Ligue 1, avec 33 points. Soit à neuf longueurs de l'actuel leader, l'ES Sétif.

LIGUE 1 / USM BEL-ABBÈS

Possible forfait de l'équipe face au MC Alger (club)

L'USM Bel-Abbès risque de déclarer forfait pour son match en déplacement face au MC Alger, mardi dans le cadre de la 1re journée de la phase retour du championnat de Ligue 1 de football, a indiqué dimanche la direction de ce club. "A 90%, l'équipe ne se rendra pas à Alger.

A 48 heures du match face au MCA, les joueurs n'ont toujours pas effectué les tests de dépistage du coronavirus comme exigé avant chaque rencontre pour indisponibilité d'argent", lit-on dans un communiqué de presse, publié sur la page facebook officielle du club. Cette situation intervient dans la

foulée de la démission du directeur général de la société sportive par actions (SSPA) de l'USMBA, Abbas Morsli, ainsi que le reste de son staff administratif qui étaient chargés de gérer les affaires de l'équipe depuis septembre dernier.

Abbas Morsli a informé, samedi, les actionnaires de la SSPA du club et les autorités locales de sa démission, qu'il a motivée par "la crise financière aiguë qui secoue l'USMBA", avant d'avertir qu'il n'allait pas s'impliquer dans la préparation du déplacement de l'équipe à Alger pour jouer son prochain match. Le départ du staff dirigeant de la formation de la "Mekerra" a été suivi par celui de l'entraîneur Moez Bouakaz, après la nouvelle déroute de son équipe, cette fois-ci en coupe de la Ligue, de laquelle elle a été éliminée vendredi par l'Olympique Médéa (1-0). "El Khedra", comme la surnomment ses supporters, a terminé la phase aller du championnat à la 18e place avec 15 points obtenus en 19 matchs.

APS

LIGUE 1 (20E JOURNÉE)

Choc ESS-USMA, les mal-classés pour sortir la tête de l'eau

ES Sétif - USM Alger constituera le choc de la 20e journée du championnat de Ligue 1 de football, marquant le début de la phase retour de la compétition, alors que la lanterne rouge CA Bordj Bou Arréridj tentera d'amorcer sa mission de sauvetage à domicile face à la JS Kabylie.

Après un mois et demi d'arrêt, au cours duquel il a été question de disputer les matchs de mise à jour, le championnat reprendra ses droits mardi avec cette affiche entre le leader ESS (42 pts) et l'USMA (7e, 31 pts), dans une rencontre qui s'annonce incertaine.

Même si l'Entente semble plus que jamais décidée à ne plus céder de points, notamment à la maison, l'USMA tentera de frapper de nouveau en dehors de ses bases, après la victoire décrochée vendredi au stade du 20-Août-1955 dans le derby face au CR Belouizdad (1-0).

Un succès permettra aux Sétifiens de conforter leur position de leaders, au moment où les poursuivants, à l'affût, vont guetter le moindre faux-pas de l'"Aigle noir".

La JS Saoura (2e, 36 pts), intraitable dans son antre du 20-août-1955 de Béchar, recevra l'Olympique Médéa (6e, 32 pts) avec la ferme intention de préserver sa position de dauphin, d'autant que la JS Kabylie (3e, 34 pts), aura une mission, plus ou moins facile chez la lanterne rouge.

Plus que jamais dos au mur, le CABBA, qui a bouclé la phase aller avec 5 points seulement, sans la moindre victoire, devra impérativement l'emporter au risque de compromettre davantage son avenir parmi l'élite.

A 14 points du premier non reléguable, le club bordjien est appelé à se remettre en question et amorcer



sa mission de sauvetage, face à une équipe de la JSK qui carbure à plein régime.

De son côté, le CR Belouizdad (4e, 33 pts), battu dans le temps additionnel par l'USMA, accueillera l'AS Ain M'liha (7e, 31 pts) avec l'objectif de se racheter et de se positionner pour monter sur le podium.

Le Chabab devrait être dirigé sur le banc par le nouvel entraîneur serbe Zoran Manojlovic, arrivé dimanche à Alger.

A Oran, le MCO (4e, 33 pts), auréolé de sa qualification pour les quarts de finale de la Coupe de la Ligue face au RC Relizane (1-0), tentera de préserver sa dynamique en visant la victoire face au NA Hussein-Dey (15e, 19 pts).

Le MC Alger (7e, 31 pts), qui commence à retrouver ses repères avec deux victoires de suite, dont la der-

nière face au NC Magra (5-1) décrochée sous la houlette de l'ancien-nouvel entraîneur Nabil Neghiz, évoluera a priori sur du velours à la maison devant l'USM Bel-Abbès (18e, 15 pts).

Pour sa part, le CS Constantine (10e, 30 pts), qui reste sur une sévère élimination en Coupe de la Ligue face au NC Magra (3-0), effectuera un long déplacement à l'Ouest pour affronter le WA Tlemcen (13e, 20 pts), dont les statistiques à domicile ne plaident pas en sa faveur avec un bilan de 10 points pris sur 27 possibles.

Quant au Paradou AC (11e, 27 pts), il visera un

cinquième match sans défaite de suite en championnat, à l'occasion de la réception du RC Relizane (12e, 24 pts).

Éliminées en Coupe de la Ligue, les deux équipes vont se consacrer désormais à assurer leur maintien en Ligue 1 comme premier objectif. Outre le CABBA et l'USMBA, les deux autres équipes reléguables, le NC Magra (17e, 16 pts) et la JSM Skikda (19e, 11 pts), n'auront plus droit à l'erreur et auront à coeur de sortir la tête de l'eau. Le NCM sera en appel à l'Ouest pour défier l'ASO Chlef (13e, 20 pts) alors que la JSMS recevra l'US Biskra (15e, 19 pts).

Le programme

Programme des rencontres de la 20e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévues mardi :

JSM Skikda - US Biskra (16h00)
Paradou AC - RC Relizane (16h00)
CR Belouizdad - AS Ain M'liha (22h30)
MC Alger - USM Bel-Abbès (22h30)
ES Sétif - USM Alger (22h30)
ASO Chlef - NC Magra (22h30)
JS Saoura - Olympique Médéa (22h30)
MC Oran - NA Hussein-Dey (22h30)
WA Tlemcen - CS Constantine (22h30)
CA Bordj Bou Arréridj - JS Kabylie (22h30)

Classement :

	Pts	J
1). ES Sétif	42	19
2). JS Saoura	36	19
3). JS Kabylie	34	19
4). CR Belouizdad	33	19
→). MC Oran	33	19
6). O. Médéa	32	19
7). USM Alger	31	19
→). MC Alger	31	19
→). AS Ain M'liha	31	19
10). CS Constantine	30	19
11). Paradou AC	27	19
12). RC Relizane	24	19
13). WA Tlemcen	20	19
→). ASO Chlef	20	19
15). NA Hussein-Dey	19	19
→). US Biskra	19	19
17). NC Magra	16	19
18). USM Bel-Abbès	15	19
19). JSM Skikda	11	19
20). CABBA Arréridj	5	19

LIGUE 1 (20E JOURNÉE)

CRB - ASAM délocalisé à Bologhine, en nocturne (LFP)

Le match CR Belouizdad - AS Ain M'liha, initialement prévu dans l'après-midi de mardi prochain, au stade du 20-Août 1955, pour le compte de la 20e journée de Ligue 1, a été finalement délocalisé à Bologhine, où il se déroulera en nocturne, à partir de 22h30, a annoncé dimanche la Ligue de football professionnel (LFP).

"Le match CRB - ASAM a été délocalisé à la demande du CR Belouizdad et après l'accord des responsables de l'USM Alger, et ce pour permettre aux deux clubs d'évoluer en nocturne pendant ce mois sacré de Ramadan", a expliqué la LFP. Le CRB reste sur une défaite à domicile contre l'USM Alger (0-1), en match disputé vendredi au stade du 20-Août 1955, pour la mise à jour du calendrier.

UN JEUNE ITALIEN BAT LE RECORD DE JOAO FELIX

Il marche sur les pas de Joao Felix. Ce dimanche, le milieu de terrain italien Cher Ndour est devenu le plus jeune joueur à avoir joué pour l'équipe B du Benfica.

À 16 ans et 279 jours, l'ancien de l'Atalanta a ainsi battu le record de Joao Felix. L'attaquant de l'Atlético Madrid avait porté les couleurs de l'équipe B des Aigles en 2016. Il avait alors 16 ans et 312 jours.



VARANE, C'EST UNE CATASTROPHE !

Blessé samedi dernier, Raphaël Varane va bien manquer la demi-finale retour du Real Madrid contre Chelsea.

Auteur d'une piètre prestation la semaine dernière contre Chelsea (1-1), en demi-finale aller de la Ligue des champions, le Real Madrid sera particulièrement diminué en défense pour la manche retour à Stamford Bridge, ce mercredi. Alors que Sergio Ramos et Ferland Mendy ont seulement repris la course lundi et pourraient être trop justes physiquement, Zinedine Zidane a également perdu Raphaël Varane !

L'international français est sorti à la mi-temps de la rencontre contre Osasuna (2-0), samedi dernier. Le défenseur central de 28 ans souffre des adducteurs et les examens passés ont apporté une bien mauvaise nouvelle: sa lésion à l'adducteur droit va l'écartier des terrains pour 10 jours ! Varane manquera donc Chelsea mais aussi le choc contre Séville, le 4e de Liga, dimanche prochain (alors que l'Atlético, qui compte 2 points de plus, défie le Barça !). Sans ses deux taailleurs défensifs, « Zizou » devra ainsi faire confiance à Nacho et Eder Militao, qui avaient accompagné Varane dans une charnière centrale à 3 face aux Blues de Thomas Tuchel, mardi dernier.

Dani Carvajal et Lucas Vazquez étant forfait pour le reste de la saison, le Real présenterait donc une défense composée à 100% de doublures, avec Alvaro Odriozola et Marcelo sur les côtés. Le latéral brésilien, dépassé par les événements à l'aller, doit s'occuper d'un bureau de vote pour les élections régionales, mardi, et pourrait rejoindre ses coéquipiers à Londres en avion privé.

LUKAKU : «LA MEILLEURE SAISON DE MA CARRIÈRE»

Champion d'Italie avec l'Inter cette saison, l'attaquant belge se plaît dans l'équipe d'Antonio Conte, avec laquelle il n'a cessé d'impressionner.

Officiellement champion d'Italie avec l'Inter Milan cette saison après de longues semaines passées en tête de Serie A, Romelu Lukaku n'est pas étranger à la réussite milanaise à l'échelle nationale. Impressionnant ces derniers mois, l'international belge considère même la saison 2020-21 comme la meilleure de sa carrière jusqu'à présent. Pour rappel, l'Inter a été sacré champion d'Italie, dimanche, après le match nul de l'Atalanta Bergame à Sassuolo (1-1). Arrivé avec beaucoup d'ambition, Antonio Conte délivre donc le premier titre du club depuis 2009-10. Et il n'y serait sûrement pas parvenu sans Romelu Lukaku, lequel a tenu un rôle énorme dans le succès des Nerazzurri. L'attaquant de l'Inter, qui a été lié à un retour en Premier League, a déclaré à Sky Italia : "L'année dernière a été bonne aussi, mais cette saison, c'était la meilleure de ma carrière. C'est merveilleux et j'espère continuer comme ça. Je tiens à remercier tout le monde, je suis vraiment très heureux". Il a aussi tenu à rendre hommage aux supporters.

"Je suis tellement heureux pour tous les fans de l'Inter dans le monde, pour l'équipe, le staff, le président et tout le monde. Ce fut une année merveilleuse pour nous, je suis vraiment fier de jouer pour l'Inter. Je voulais venir ici et célébrer avec les gens. J'ai dit à mon ami que c'était la meilleure façon d'en faire l'expérience, d'être là avec les fans. Pour moi et beaucoup de mes coéquipiers, c'est notre premier titre de champion, c'est donc un moment que nous voulions partager avec eux", a ajouté l'ancien de Chelsea. Romelu Lukaku a déjà accumulé 41 apparitions toutes compétitions confondues pour l'Inter cette saison, marquant 27 buts. 21 ont été marqués en Serie A, un total qui n'est amélioré que par la superstar de la Juventus Cristiano Ronaldo. C'est dire la performance de l'attaquant milanais, qui risque d'être très sollicité cet été...

Real : l'amertume d'Hakimi

Revenu au Real Madrid l'été dernier au terme d'un prêt au Borussia Dortmund, le latéral droit Achraf Hakimi (22 ans, 33 matchs et 7 buts en Serie A cette saison) a été ensuite transféré à l'Inter Milan. L'international marocain regrette le manque de confiance de la Casa Blanca. "Revenir ? Ils ont eu l'opportunité à l'époque. Madrid était ma maison et je voulais jouer là-bas, mais ils en ont décidé autrement. Ça m'embête qu'ils aient estimé que j'avais peur de m'imposer au poste. Je m'en sentais capable. Je ne sais pas si c'est Zidane ou le club", a déclaré Hakimi à l'émission Chiringuito.

Pour sa première saison en Serie A, le natif de Madrid a décroché dimanche le titre de champion d'Italie avec les Nerazzurri. Le premier depuis 11 ans pour le club lombard.

AUBAMEYANG BRILLE AVEC ARSENAL

Pour le compte de la 34e journée de Premier League, Arsenal s'est imposé sur la pelouse de Newcastle (2-0) ce dimanche. Pour sa première titularisation depuis son retour du paludisme, Aubameyang a brillé avec une passe décisive pour Elenzy (6e), puis un but (66e) sur une reprise aérienne à la suite d'un centre de Martinelli. Au classement, les Gunners en profitent pour grimper provisoirement à la 9e position.

SALAH, SA TERRIBLE SORTIE À PROPOS DE SON AVENIR

En fin de contrat à Liverpool en 2023, Mohamed Salah a indiqué que les négociations entre son entourage et Liverpool étaient au point mort.

Rien ne va plus à Liverpool. Largués à la 7e place de Premier League, les Reds sont mal embarqués dans la course à la Ligue des Champions. De plus, la formation de Jürgen Klopp pourrait perdre son buteur Mohamed Salah (29 buts cette saison, toutes compétitions confondues), incertain à propos de son avenir.

Alors que son contrat se termine en 2023, l'Égyptien a avoué que les négociations pour une possible prolongation étaient au point mort. « Personne ne me parle à propos de ça, donc je ne peux pas vraiment en dire beaucoup à ce sujet. Personne à l'intérieur du club ne me parle à propos de quoi que ce soit alors, je ne sais pas », a-t-il exprimé sur Sky Sports.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa -
1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

COMMERCE

M. Tebboune ordonne la création d'un nouveau réseau de statistiques pour déterminer avec précision les besoins nationaux

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, dimanche lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, la création d'un nouveau réseau de statistiques dans le secteur du commerce, afin de déterminer avec précision les besoins nationaux, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Commentant l'exposé présenté par le ministre du Commerce sur le projet de la plateforme numérique du Fichier national du produit algérien, le président de la République a instruit le Gouvernement à l'effet de "créer un nouveau réseau de statistiques en tant que mécanisme reposant sur des véritables indicateurs pour une économie transparente. Ce réseau devra prendre en ligne de compte la production, l'importation, la consommation nationale, et portera sur toutes les communes du pays, dans le but de déterminer avec précision les besoins nationaux".

Il a en outre souligné la nécessité de "valoriser les efforts consentis dans le cadre de la vision prospective afin de faire sortir le secteur du flou qui plane sur la nature et l'organisation des activités commerciales", ajoute la même source.

S'agissant du projet d'ordon-



nance modifiant et complétant l'ordonnance 75-59 du 20 ramadhan 1395 correspondant au 26 septembre 1975 portant code de commerce, modifiée et complétée, visant à adapter le système législatif au développement de l'activité commerciale, le Conseil des ministres a approuvé, sur de-

mande du ministre de la Justice, la poursuite de l'examen du texte pour permettre aux jeunes porteurs de projets de créer des start-up suivant un dispositif juridique adapté et simplifié qui favorisera la concrétisation de leur idées et la valorisation de leurs contributions à la production nationale.

ALGÉRIE-DIPLOMATE

Smail Chergui décoré de l'Ordre japonais du Soleil levant

L'ancien Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, l'Algérien Smail Chergui, a été décoré de l'Ordre du Soleil levant, l'une des plus hautes distinctions de l'Etat japonais, pour avoir contribué à renforcer les relations entre le Japon et l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité, annonce la mission japonaise auprès de l'organisation africaine.

Le diplomate a été décoré de l'Ordre du Soleil levant de la classe "Etoile d'or et d'argent", précise un communiqué de la délégation japonaise. Une distinction qui confirme l'excellent parcours du diplomate algérien au service de la paix et de la sécurité en Afrique.

M. Chergui "a joué un rôle central (...) dans le domaine de la paix et de

la sécurité, domaine dans lequel le Japon a pleinement coopéré avec les Etats africains, et qui représente "un des piliers de sa politique étrangère orientée vers l'Afrique", relève le communiqué. "L'ambassadeur Chergui a facilité la coopération entre le Japon et l'Afrique dans le domaine de la paix et de la sécurité (...) Il a pris l'initiative de proposer, de mettre en œuvre et d'évaluer les projets de paix et de sécurité en Afrique auxquels le Japon a participé en finançant le Fonds de la paix de l'UA", rappelle la mission.

D'autre part, le diplomate algérien a "joué un rôle important au cours de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique (TIGAD), un sommet dont le Japon a dirigé les travaux aux

côtés de partenaires africains et internationaux depuis 1993", ajoute la même source.

M. Chergui a pleinement contribué au succès de cette conférence, dans ses éditions 2013, 2016 et 2019, poursuit le même document. Il a aussi coprésidé, avec le ministre des Affaires étrangères japonais la septième édition de la conférence dédiée à la paix et à la stabilité dans la région du Sahel et a contribué aux débats en faisant le point sur la situation au Soudan du Sud, lors de la conférence sur la paix et la stabilité dans la Corne de l'Afrique et dans les régions voisines", ajoute la délégation japonaise.

Smail Chergui a entamé sa carrière de diplomate au début des années 1980, en occupant plusieurs postes au ministère des Affaires

étrangères. Entre les années 1997 et 2004, il est nommé ambassadeur spécial d'Algérie en Ethiopie, en Erythrée et à Djibouti. Il a contribué à la rédaction de l'accord consacrant l'armistice entre l'Ethiopie et l'Erythrée en l'an 2000.

Il a également été ambassadeur d'Algérie auprès de l'Union africaine. Il assumera, ensuite cette même fonction à Genève et à Moscou. En octobre 2013, il est élu Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine. Il est réélu à ce même poste en janvier 2017. Son mandat a touché à sa fin en mars 2021. L'Ordre du Soleil levant a été institué en 1875 par l'Etat japonais. Il est attribué à des personnalités nationales ou étrangères ayant joué un rôle important dans différents domaines.

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Les législatives se dérouleront en temps voulu tel que décidé par le président de la République (Belhimer)

Le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer a affirmé, lundi, que les élections législatives du 12 juin prochain "se dérouleront en temps voulu tel que décidé par le Président de la République" et les citoyens auront le libre choix d'élire leurs représentants.

Accordant une interview au quotidien national "El Ghad", M. Belhimer a déclaré que "les élections sont un rendez-vous politique périodique immanquable et les législatives du 12 juin se dérouleront en temps voulu tel que décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", ajoutant que "tous les citoyens seront appelés à ce rendez-vous électoral pour exprimer leurs voix et opinions en choisissant leurs représentants". Pour le ministre, l'engagement du président de la République à dissoudre le Parlement "a ouvert une large voie aux catégories des jeunes et aux nouvelles élites politiques, à travers la nouvelle loi électorale qui a prévu une série de garanties et un nouveau mode de scrutin basé sur le scrutin proportionnel et le principe d'équité, en encourageant les jeunes à la participation, tout en incluant un point essentiel, à savoir: maintenir l'argent à l'écart de toute influence sur le choix libre des électeurs". L'Etat veillera à assurer la sécurité du scrutin pour que les principes de "la transparence, la régularité et la participation libre ne soient pas enfreints tout au long du processus électoral", a-t-il soutenu. A une question sur la relation médias-pouvoir, M. Belhimer a affirmé que l'objectif actuel était de garantir une presse nationale "libre et transparente", tout en cherchant une équation conciliant "défense de la dualité des intérêts nationaux et rendement professionnel", dans le cadre du travail journalistique et de la déontologie, à condition que cela dure en 2021 et même après. Indiquant que la presse "aujourd'hui s'acquitte pleinement de son rôle et que tout un chacun est sur la ligne de défense des intérêts du pays, le ministre a estimé qu'on ne peut se référer aux agissements des individus pour accuser des institutions ou tout un secteur. "Les forces du mal représentées par l'oligarchie utilisent encore

ses canaux médiatiques notamment certains influenceurs à l'étranger pour remettre en cause la légitimité des institutions de l'Etat", a-t-il rappelé.

Par ailleurs, le Porte parole du gouvernement a appelé à mesurer "l'ampleur des ravages légués à travers des enquêtes approfondies en particulier sur l'argent corrompu collecté à travers des cumuls mafieux et de trafic vers l'étranger", ajoutant que l'argent sale "nourrit toujours l'activité de certains journalistes et oriente leur ligne éditoriale". Et d'ajouter que l'objectif de l'Etat est d'"assainir" le secteur de tous ces intrus à travers le respect strict de la loi dont les droits et obligations. Dans le volet économique, le Porte-parole du Gouvernement a affirmé que les résultats du plan d'urgence mis en place par le Gouvernement, à la lumière des orientations du président de la République seront palpables "dans les plus brefs délais", grâce à la numérisation de plusieurs secteurs qui ont insufflé "une dynamique exceptionnelle à l'économie". "Le Gouvernement actuel mise en ce moment sur le start-up, car constituant "l'épine dorsale" des infrastructures de base des différents secteurs", a-t-il ajouté, notant que "les efforts seront focalisés sur l'encouragement des jeunes créateurs et la création de complémentarité d'idées pour atteindre l'intégration économique.

Revenant à l'industrie automobile, M. Belhimer a fait savoir que l'Etat œuvrait à élaborer un cahier de charges rigoureux pour tout acteur intéressé d'investir ce créneau, "un domaine que l'Algérie est tenue d'intégrer pour ne pas se baser uniquement sur l'importation automobile qui constitue une charge pour le trésor public".

Il a salué, dans ce sens, "l'expérience réussie" du ministère de la Défense nationale dans l'industrie mécanique, grâce à l'adoption d'un plan et d'une stratégie claires basés sur l'impératif de former et de réhabiliter la main d'œuvre et d'assurer le transfert technologique, rappelant que cette initiative a déjà été valorisée par le président de la République en personne qui avait préconisé de suivre l'exemple du ministère de la Défense nationale et d'adopter sa stratégie.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE La DGSN à l'écoute des journalistes

Au cours d'une sympathique rencontre, au siège du quotidien DKNews, une équipe de cadres de la DGSN, conduite par le chef de la cellule d'écoute et d'activité préventive de la sécurité de la sûreté Daïra de Bouzareah est venue féliciter toute l'équipe

du journal à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse. Une opportunité d'échanger sur les conditions d'exercice des métiers de la presse écrite, en ces temps de crise sanitaire et de restrictions imposées par la réduction

des investissements publicitaires. Le représentant de la DGSN a souligné le contexte particulier que vit la presse et encouragé l'équipe rédactionnelle à poursuivre son combat pour une information responsable et de qualité.

Rédaction

